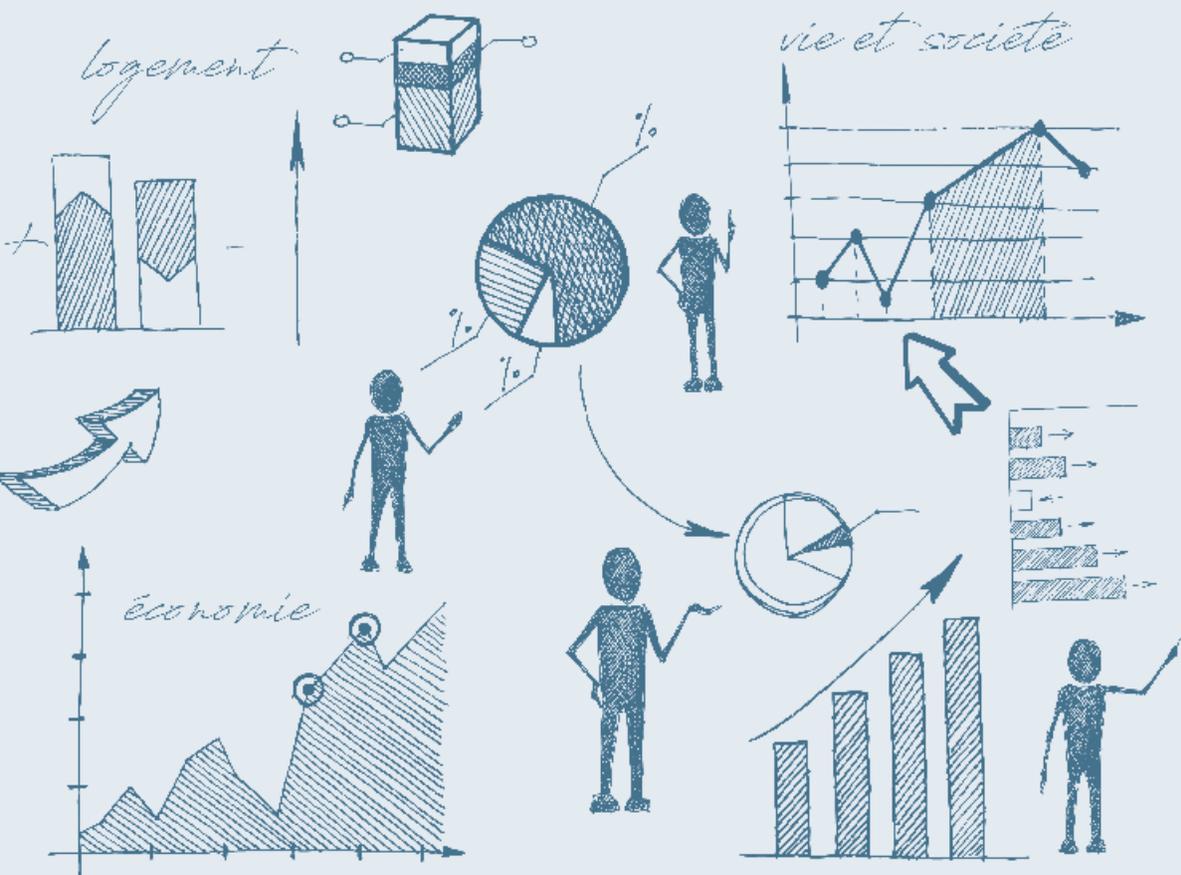


3. Économie



3. Économie

3. Économie	47
3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)	50
3.1.1. Évolution du PIB	50
3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)	51
3.2. Emploi	52
3.2.1. Secteur public	53
3.2.2. Secteur privé.....	56
3.3. Chiffre d'affaires	61
3.3.1. Évolution du chiffre d'affaires	61
3.3.2. Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)	61
3.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA.....	62
3.4. Finances publiques	63
3.4.1. Budget de l'État	63
3.4.2. Recettes de l'État	64
3.4.3. Dépenses de l'État.....	65
3.4.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	66
3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD).....	67
3.4.6. Monopoles exploités par l'État.....	69
3.4.7. Monopoles concédés par l'État.....	71
3.4.8. Postes.....	72
3.4.9. Évolution des traitements de la Fonction publique	74
3.5. Activités financières	75
3.5.1. Établissements financiers.....	75
3.5.2. Évolution des dépôts, titres et crédits	75
3.6. Agents économiques	76
3.6.1. Créations et radiations d'activité par GSA.....	76
3.6.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)	76
3.6.3. Gouvernance d'entreprises.....	77
3.6.4. Propriété intellectuelle.....	78
3.7. Indicateurs sectoriels	79
3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	79
3.7.2. Commerce de détail	81
3.7.3. Commerce de gros.....	83
3.7.4. Hébergement et restauration.....	85
3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres.....	87
3.8. Marché de l'immobilier	89
3.8.1. Mutations immobilières	89
3.8.2. Ventes et reventes d'appartements	90
3.8.3. Ventes immobilières	91
3.8.4. Reventes immobilières	92
3.8.5. Prix moyen.....	93
3.8.6. Reventes immobilières par quartier	94
3.9. Tourisme	95
3.9.1. Secteur hôtelier.....	95
3.9.2. Structures d'accueil pour tourisme d'affaires ..	98
3.9.3. Classement des restaurants	98
3.9.4. Croisières.....	99
3.10. Commerce Extérieur	100
3.10.1. Échanges commerciaux	100
3.10.2. Échanges commerciaux par famille de produits (A17).....	101
3.10.3. Balance commerciale.....	101
3.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique.....	102
3.10.5. Échanges commerciaux par pays	103
3.10.6. Convention de Washington – Espèces CITES	103

3. Économie

Les statistiques sectorielles de l'économie monégasque sont étudiées suivant le découpage en Grands Secteurs d'Activité (GSA) défini par l'IMSEE suite à l'adoption de la Nomenclature d'Activités Française (NAF rév. 2, 2008) au 1^{er} janvier 2012. Dans le but d'être au plus proche de la réalité du tissu économique monégasque, douze grands secteurs d'activité, qui forment une agrégation des 88 divisions (niveau 2) de la NAF rév. 2, 2008 ont été retenus :

Activités financières et d'assurance : Ce secteur comprend les activités des services financiers, y compris les activités d'assurance, de réassurance comme par exemple les banques, la gestion de portefeuilles et de fonds, les agences d'assurance ainsi que les caisses de retraite (Divisions NAF 64 à 66) ;

Commerce de gros : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités d'achat et/ou vente des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce grand secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation) (Division NAF 46) ;

Commerce de détail : Ce secteur comprend la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. En Principauté, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail (Divisions NAF 45 et 47) ;

Hébergement et restauration : Ce secteur comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que les activités consistant à fournir des repas complets ou des boissons pour consommation immédiate comme par exemple les hôtels, les restaurants (traditionnels ou proposant des plats à emporter) et les bars (Divisions NAF 55 et 56) ;

Industries manufacturières, extractives et autres : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce grand secteur comprend également l'agriculture, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat (Divisions NAF 01 à 39) ;

Activités immobilières : Ce secteur comprend les activités de bailleurs, d'agents et/ou de courtiers dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : vente ou achat de biens immobiliers, location de biens immobiliers, prestation d'autres services liés à l'immobilier telle que l'évaluation de biens immobiliers ou l'activité d'agent fiduciaire en immobilier. Est également comprise la promotion immobilière en vue d'une exploitation propre (Division NAF 68) ;

Construction : Ce secteur comprend les activités de construction générale et de construction spécialisée pour les bâtiments et le génie civil (chantiers de construction neuve, les rénovations, les réparations, les extensions et les transformations et le montage de bâtiments préfabriqués). Ce grand secteur comprend également les activités de promotion immobilière dès lors qu'elles réunissent les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente (Divisions NAF 41 à 43) ;

Transport et entreposage : Ce secteur regroupe les activités liées au transport, régulier ou non, de passagers et de marchandises, par rail, par route, par conduites, par eau ou par air et les activités connexes, telles que l'exploitation des infrastructures de transport, la manutention du fret, l'entreposage, etc. Ce grand secteur inclut également la location de matériel de transport avec chauffeur ou pilote, ainsi que les activités de poste et de courrier (en dehors des activités couvertes par le monopole postal, La Poste Monaco étant rattachée à la France) (Divisions NAF 49 à 53) ;

Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien : Ce secteur comprend l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim, etc... (Divisions NAF 69 à 82) ;

Autres activités de services : Ce secteur regroupe les activités destinées à répondre aux intérêts du grand public en matière de culture, de divertissement et de loisirs, y compris les spectacles et l'exploitation de musées, d'équipements sportifs et récréatifs ainsi que les activités des organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ainsi que diverses activités de services personnels non classées ailleurs (pressings, coiffeurs, instituts de beauté par exemple) (Divisions NAF 90 à 99) ;

Information et communication : Ce secteur comprend la production et la distribution de produits d'information et de produits culturels, la mise à disposition de moyens permettant de transmettre ou de distribuer ces produits, ainsi que les données ou les communications. Il comprend également les activités liées aux technologies informatiques, les services de traitement des données et d'autres services d'information (Divisions NAF 58 à 63) ;

Administration, enseignement, santé et action sociale : Ce secteur regroupe les activités de nature gouvernementale, l'enseignement à tous les niveaux et pour toutes les disciplines (comprenant l'enseignement pour adultes), les activités de soins assurées par des professionnels de la santé dans des établissements hospitaliers et d'autres structures médicales ainsi que la prestation de divers services d'action sociale (Divisions NAF 84 à 88).

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.1. Évolution du PIB

Le PIB monégasque pour l'année 2016 s'élève à 5,85 milliards d'euros contre 5,64 milliards en 2015. Le taux de croissance, calculé sur le PIB corrigé de l'effet inflation, est de +3,2 %.

➤ Évolution du PIB en valeur et en volume

	2012	2013	2014	2015	2016
PIB en valeur en millions d'euros	4 469,8	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,3
Indice des prix ⁽¹⁾	102,1	102,9	103,5	104,6	105,0
PIB en volume en millions d'euros	4 377,9	4 796,9	5 141,3	5 395,4	5 568,8
Évolution en volume	1,0%	9,6%	7,2%	4,9%	3,2%

Source : IMSEE

Depuis 2013, le rythme de la croissance en Principauté ralentit (+3,2 % en 2016), mais reste supérieur à celui du PIB mondial (+2,4 %) et de l'Union européenne (+1,9 %).

Toutes les composantes du PIB, hormis les subventions, ont participé positivement au résultat.

Pour la quatrième année consécutive, c'est l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des entreprises qui connaît la plus forte progression. Il atteint les 2,57 milliards et représente 43,9 % de la richesse créée. Depuis 2005, l'EBE ne s'est contracté qu'à trois reprises et notamment en 2009, suite à la crise financière internationale.

L'emploi progresse en 2016, dans le privé comme dans le public. On dénombre 491 salariés supplémentaires (+0,9 %) au mois de décembre. La masse salariale augmente (+2,5 %). Elle représente près de la moitié du PIB (47,4 %). Cela correspond à la redistribution sous forme de salaires et cotisations de la richesse annuellement créée.

Les impôts versés sur les produits progressent, mais plus modérément (+1,6 %). Ils contribuent à hauteur de 12,7 % à la richesse produite. Cette hausse est principalement due aux droits de mutations qui ont augmenté de 23,3 %.

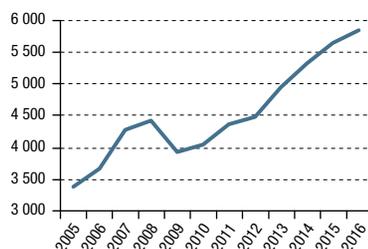
Le montant des subventions progresse (+1,4 %), mais moins qu'en 2015 (+2,0 %).

➤ Évolution du PIB «per capita»

	2013	2014	2015	2016
PIB en millions d'euros courants	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,3
Population totale retenue	78 784	80 818	81 131	81 109
PIB "per capita" en euros courants	62 652	65 842	69 562	72 091
Indice des prix	102,9	103,5	104,6	105,0
PIB "per capita" en euros constants	60 886	63 616	66 502	68 658
Évolution en volume		4,5%	4,5%	3,2%

Source : IMSEE

➤ Évolution du PIB en valeur



Unité : million d'euros

Source : IMSEE

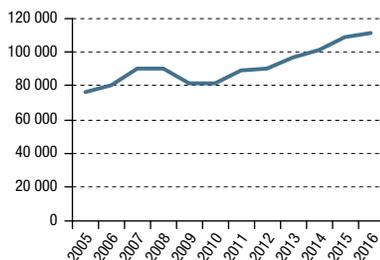
La population de référence retenue pour le calcul du PIB «per capita» comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

➤ Évolution du PIB «par salarié»

	2012	2013	2014	2015	2016
PIB en millions d'euros courants	4 469,8	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,3
Population salariée	49 609	50 835	52 239	51 956	52 447
PIB "par salarié" en euros courants	90 101	97 098	101 864	108 623	111 489
Indice des prix	102,1	102,9	103,5	104,6	105,0
PIB "par salarié" en euros constants	88 247	94 361	98 419	103 846	106 180
Évolution en volume	-0,9%	6,9%	4,3%	5,5%	2,2%

Source : IMSEE

➤ Évolution du PIB par salarié en valeur



Unité : euro

Source : IMSEE

Le PIB par salarié s'élève à 111 489 euros. Il augmente de +2,2 % en volume.

⁽¹⁾ Source : INSEE.

Définition

PIB : Le Produit Intérieur Brut représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes comme indicateur de revenu. La valeur ajoutée est à l'origine de tous les revenus. Le PIB est un agrégat égal à la somme des revenus primaires distribués par les unités productrices résidentes.

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)

Près de la moitié (45,3 %) du PIB monégasque est produite par trois secteurs :

- les Activités financières et d'assurance (16,1 %) ;
- les Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (14,8%) ;
- la Construction (14,3 %) qui continue de bénéficier d'opérations de promotions immobilières, enregistre cette année encore une forte croissance (+16,7 %) et confirme sa troisième place de contributeur au PIB.

➤ Évolution du PIB en valeur selon le GSA

	2012	2013	2014	2015	2016	Var 15-16	Poids
Activités financières et d'assurance	750,5	822,0	897,4	947,7	941,3	-0,7%	16,1%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	771,3	826,3	835,5	837,5	868,3	3,7%	14,8%
Construction	325,3	381,6	415,5	718,8	839,0	16,7%	14,3%
Activités immobilières	339,3	415,5	540,5	494,2	513,6	3,9%	8,8%
Commerce de gros	372,7	414,3	483,9	541,9	509,7	-5,9%	8,7%
Administration, enseignement, santé et action sociale	349,6	392,4	409,6	404,3	406,0	0,4%	6,9%
Autres activités de service	252,6	231,3	343,3	266,8	371,6	39,3%	6,4%
Hébergement et restauration	321,1	360,0	347,0	374,2	360,7	-3,6%	6,2%
Commerce de détail	311,3	346,3	355,8	334,3	341,3	2,1%	5,8%
Information et communication	255,3	242,5	244,2	250,2	273,6	9,3%	4,7%
Industries manufacturières, extractives et autres	252,6	308,5	256,6	274,5	230,1	-16,2%	3,9%
Transport et entreposage	168,2	195,2	192,1	199,1	191,9	-3,6%	3,3%
PIB	4 469,8	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,3	3,6%	100,0%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

Les Activités immobilières progressent (+3,9 %) sans toutefois retrouver leur niveau exceptionnel de 2014.

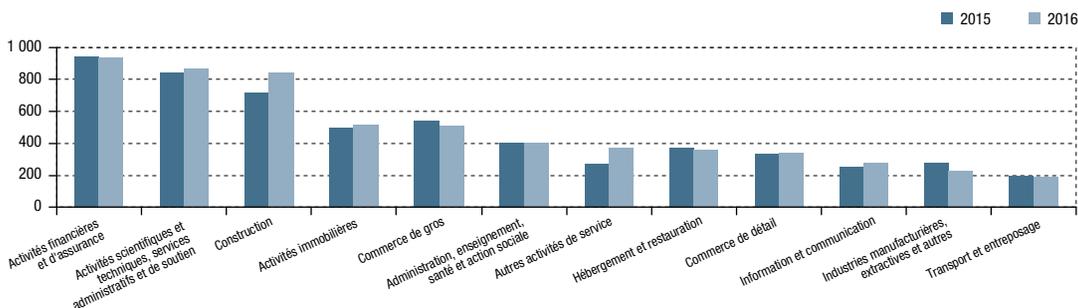
Le Commerce de gros est en repli (-5,9 %) après avoir connu une forte hausse en 2015.

Les Autres activités de services, qui en 2015 enregistraient la plus forte baisse (-22,4 %), connaissent la plus forte croissance (+39,3 %) dans un secteur qui, par nature, est soumis à de fortes variations annuelles selon les résultats volatiles des entreprises qui le constituent.

L'Hébergement et la restauration pâtissent d'un climat régional peu favorable et de travaux de reconstruction hôtelière (-3,6 %).

Le PIB de l'Industrie recule (-16,2 %) pour atteindre les 230 M€, plus bas historique depuis 2010.

➤ Évolution du PIB en valeur selon le GSA



Unité : million d'euros

Source : IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

La partie 3.2.1. porte sur les **effectifs de la Fonction publique** et la partie 3.2.2. sur **l'emploi du secteur privé** (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids et les emplois.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 10 au 31 décembre 2017), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietüdine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

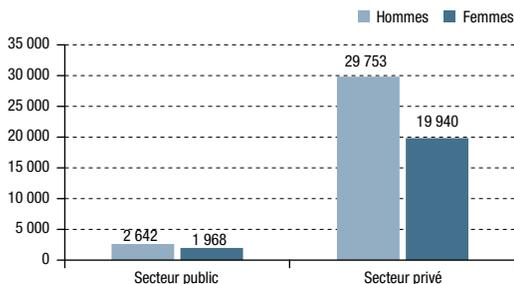
Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2017.

➤ Évolution des effectifs selon le secteur

	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur public	4 235	4 336	4 452	4 528	4 610
Secteur privé	46 600	47 903	47 504	47 919	49 693
<i>dont établissements publics</i>	<i>2 369</i>	<i>2 423</i>	<i>2 466</i>	<i>2 500</i>	<i>2 550</i>
Total	50 835	52 239	51 956	52 447	54 303

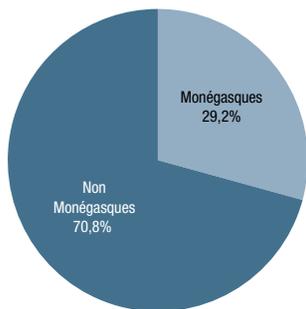
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs selon le secteur et le sexe en 2017



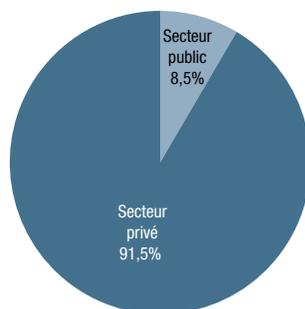
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs du secteur public selon la nationalité en 2017



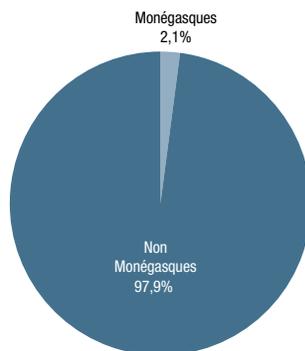
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs selon le secteur en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs du secteur privé selon la nationalité en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

Salarié poids : Il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs.

Emploi : Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

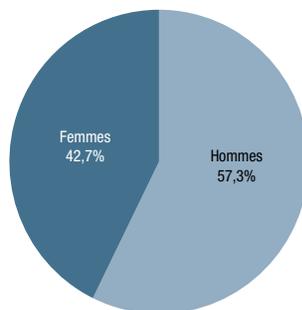
Caractéristiques des effectifs

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le sexe

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Hommes	2 480	2 511	2 557	2 594	2 642	1,9%
Femmes	1 755	1 825	1 895	1 934	1 968	1,8%
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	4 610	1,8%

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Répartition des salariés selon le sexe en 2017



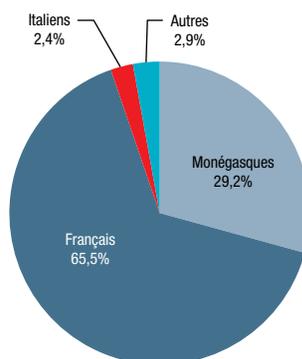
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon la nationalité

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Monégasques	1 286	1 310	1 342	1 356	1 348	-0,6%
Français	2 704	2 774	2 852	2 921	3 019	3,4%
Italiens	117	121	123	120	111	-7,5%
Autres	128	131	135	131	132	0,8%
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	4 610	1,8%

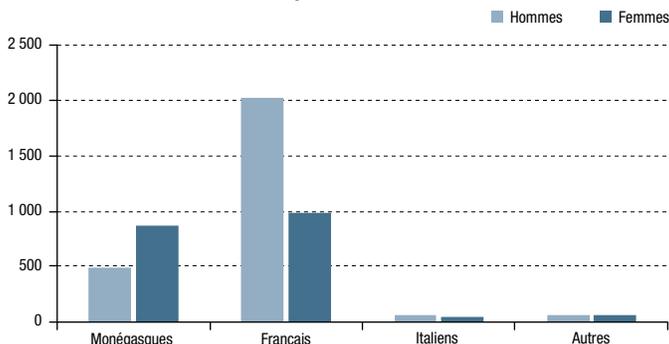
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Répartition des salariés selon la nationalité en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Nombre de salariés du secteur public selon le sexe et la nationalité en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

➤ Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le lieu de résidence

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Monaco	2 180	2 212	2 247	2 275	2 268	-0,3%
France	2 037	2 104	2 186	2 236	2 328	4,1%
Communes limitrophes (CL) ⁽¹⁾	921	960	998	1 002	1 039	3,7%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 105	1 134	1 173	1 222	1 273	4,2%
Hors Alpes-Maritimes	11	10	15	12	16	33,3%
Autres	18	20	19	17	14	-17,6%
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	4 610	1,8%

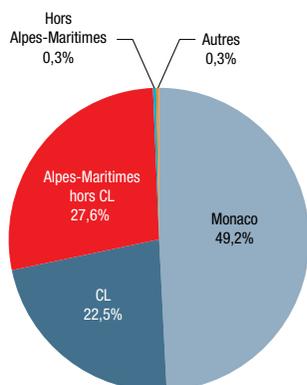
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

➤ Nombre de salariés selon la commune de résidence en 2017

	2017
Monaco	2 268
Nice	483
Beausoleil	326
Cap d'Ail	311
Roquebrune-Cap-Martin	308
Menton	307
La Turbie	94
Èze	55
La Trinité	30
Sospel	28

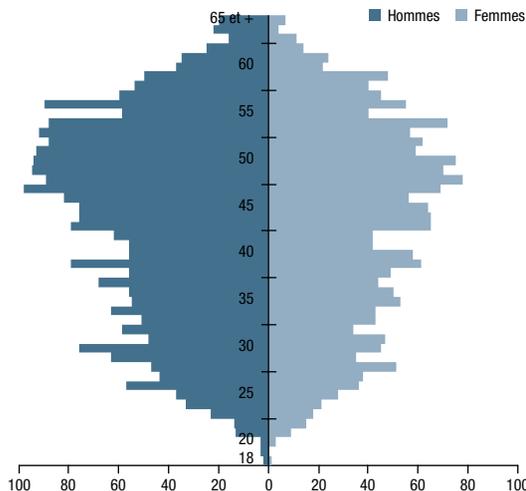
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

➤ Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

➤ Pyramide des âges de la Fonction publique en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

En 2017, 10 salariés sont rattachés à la Fondation Albert II de Monaco et à la Fondation Princesse Charlène de Monaco. Ces salariés, mis à disposition de ces fondations, étaient précédemment comptabilisés au sein de la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique.

Effectifs selon le rattachement administratif

► Évolution des effectifs selon le rattachement administratif

	2013	2014	2015	2016	2017
Administration Gouvernementale	3 225	3 280	3 384	3 458	3 507
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 778	1 801	1 832	1 873	1 910
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	697	706	718	720	733
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	283	284	291	295	296
<i>Ministère d'État</i>	212	224	236	246	242
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	164	175	214	234	241
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	91	90	93	90	85
Commune	629	664	669	673	684
Palais Princier	185	191	190	190	191
Direction des Services Judiciaires	132	134	138	140	146
Commissions, Assemblées et Corps constitués	55	58	62	59	62
Fondations	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	10
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	9	9	8	10
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	4 610

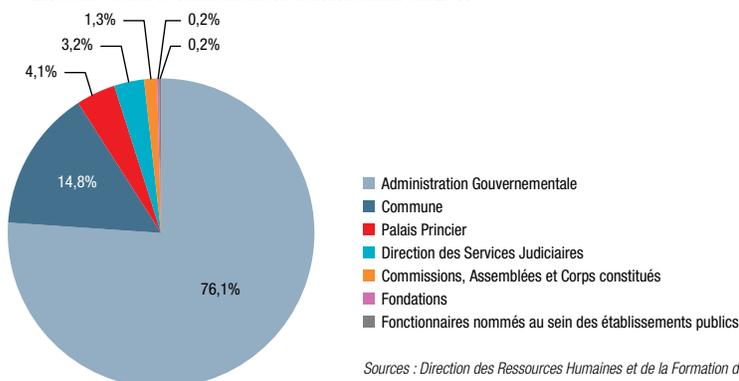
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Effectifs selon le rattachement administratif, la nationalité et le sexe en 2017

	Hommes	Femmes	Monégasques	Non Monégasques	Total
Administration Gouvernementale	2 101	1 406	1 062	2 445	3 507
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 181	729	439	1 471	1 910
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	613	120	144	589	733
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	106	190	175	121	296
<i>Ministère d'État</i>	109	133	137	105	242
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	60	181	99	142	241
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	32	53	68	17	85
Commune	310	374	183	501	684
Palais Princier	132	59	19	172	191
Direction des Services Judiciaires	62	84	32	114	146
Commissions, Assemblées et Corps constitués	27	35	40	22	62
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics et Fondations	10	10	12	8	20
Total	2 642	1 966	1 348	3 262	4 610

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Effectifs selon le rattachement administratif en 2017



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

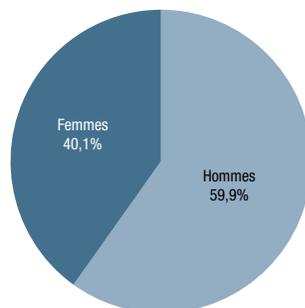
Caractéristiques des salariés

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le sexe

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Hommes	27 685	28 530	28 180	28 497	29 753	4,4%
Femmes	18 914	19 373	19 324	19 423	19 940	2,7%
Total	46 600	47 903	47 504	47 919	49 693	3,7%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition des salariés selon le sexe en 2017



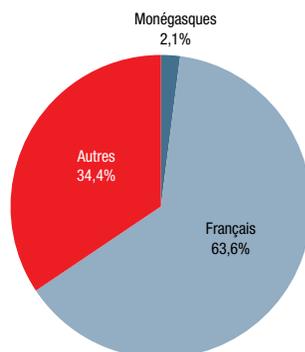
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon la nationalité

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Monégasques	958	995	1 013	998	1 019	2,0%
Français	30 200	30 774	30 455	30 682	31 594	3,0%
Autres	15 442	16 134	16 037	16 239	17 081	5,2%
Total	46 600	47 903	47 504	47 919	49 693	3,7%

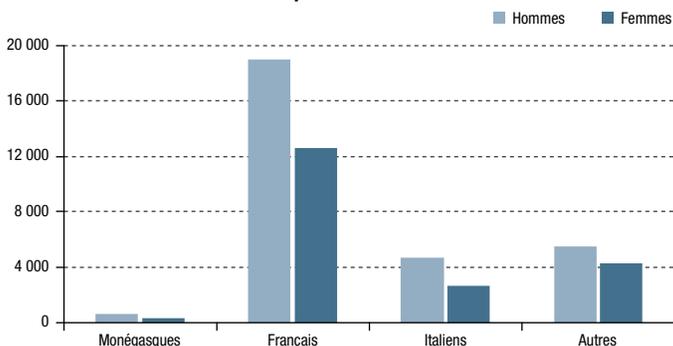
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition des salariés selon la nationalité en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre de salariés du secteur privé selon le sexe et la nationalité en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

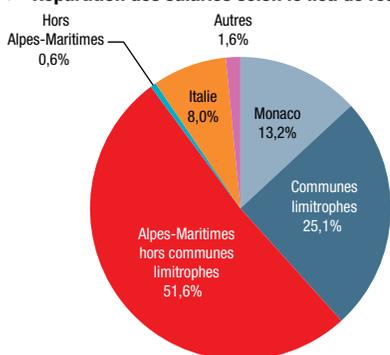
3.2.2. Secteur privé

➤ Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le lieu de résidence

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Monaco	6 771	6 809	6 778	6 613	6 538	-1,1%
France	35 463	36 402	36 205	36 972	38 417	3,9%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	11 809	12 003	11 985	12 206	12 486	2,3%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	23 373	24 113	23 918	24 424	25 620	4,9%
Hors Alpes-Maritimes	281	287	302	343	311	-9,3%
Italie	3 829	3 854	3 704	3 728	3 966	6,4%
Autres	537	818	817	606	772	27,4%
Total	46 600	47 903	47 504	47 919	49 693	3,7%

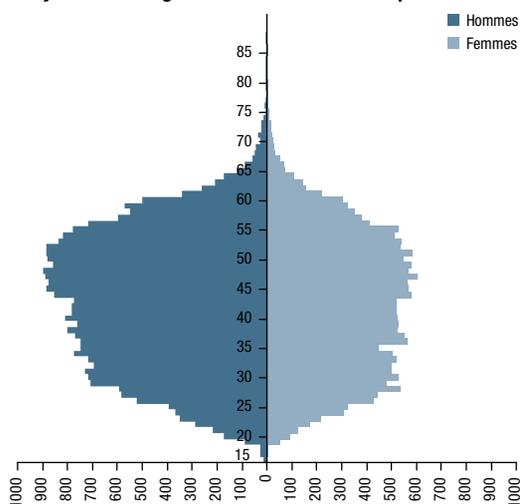
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

➤ Pyramide des âges des salariés du secteur privé en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

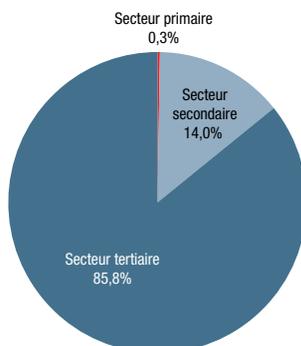
Salariés par secteur

➤ Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le secteur économique

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Secteur primaire	135	155	129	125	124	-0,1%
Secteur secondaire	6 959	7 001	6 611	6 664	6 936	4,1%
Secteur tertiaire	39 506	40 747	40 764	41 131	42 633	3,7%
Total	46 600	47 903	47 504	47 919	49 693	3,7%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des salariés selon le secteur économique en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

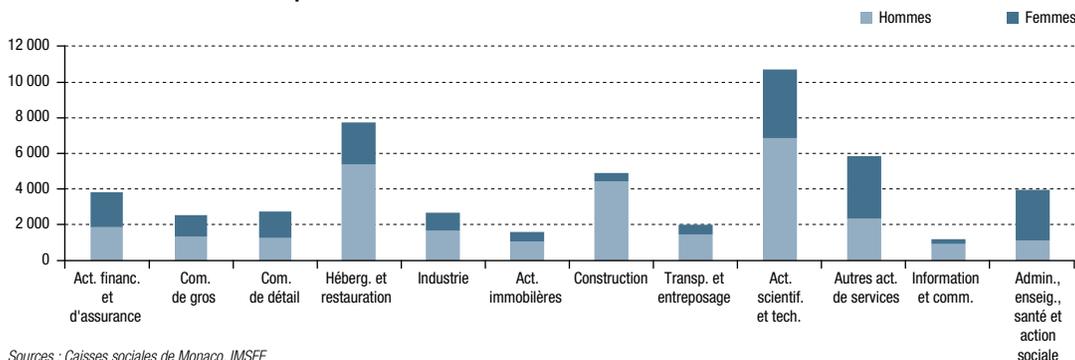
➤ Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le GSA

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Activités financières et d'assurance	3 507	3 566	3 720	3 802	3 845	1,1%
Commerce de gros	2 171	2 259	2 345	2 525	2 573	1,9%
Commerce de détail	2 716	2 723	2 763	2 720	2 769	1,8%
Hébergement et restauration	5 960	5 868	5 756	5 514	7 703	39,7%
Industries manufacturières, extractives et autres	3 215	3 174	2 872	2 696	2 645	-1,9%
Activités immobilières	1 471	1 481	1 533	1 654	1 611	-2,6%
Construction	4 297	4 402	4 309	4 565	4 888	7,1%
Transport et entreposage	1 945	1 967	1 939	1 983	1 984	0,1%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10 029	10 646	10 180	9 886	10 688	8,1%
Autres activités de services	6 390	6 824	7 062	7 478	5 851	-21,8%
Information et communication	1 172	1 200	1 193	1 216	1 195	-1,8%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 727	3 794	3 832	3 880	3 941	1,6%
Total	46 599	47 903	47 505	47 919	49 693	3,7%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Les fortes variations des secteurs de l'Hébergement et de la restauration et des Autres activités de services ne correspondent pas à l'évolution des emplois sectoriels. Elles sont le résultat d'une modification de classification des emplois d'une entité économique. En effet, cette société unique, qui avait des employés classés dans deux secteurs différents, fait l'objet d'une régularisation du classement statistique.

➤ Nombre de salariés du secteur privé selon le GSA et le sexe en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

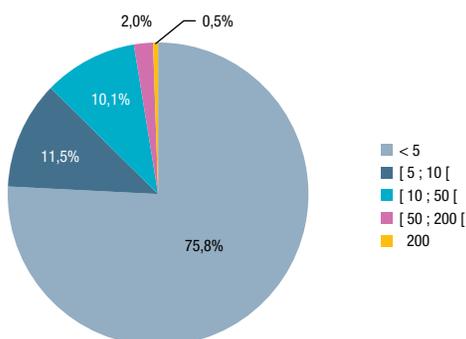
Employeurs

► Répartition du nombre d'employeurs selon le GSA et la tranche de salariés en 2017

	< 5	[5 ; 10 [[10 ; 50 [[50 ; 200 [≥ 200	Total
Activités financières et d'assurance	123	42	36	14	4	219
Commerce de gros	249	71	65	3	0	388
Commerce de détail	302	90	58	2	1	453
Hébergement et restauration	64	53	57	10	5	189
Industries manufacturières, extractives et autres	45	23	35	10	3	116
Activités immobilières	336	68	36	0	0	440
Construction	138	73	107	16	1	335
Transport et entreposage	55	27	30	12	0	124
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	384	121	102	37	10	654
Autres activités de services	2 703	74	38	10	4	2 829
<i>dont employeurs des gens de maison</i>	2 289	21	2	0	0	2 312
Information et communication	67	32	22	2	1	124
Administration, enseignement, santé et action sociale	50	14	14	6	3	87
Total	4 516	688	600	122	32	5 958
Total hors employeurs des gens de maison	2 227	667	598	122	32	3 646

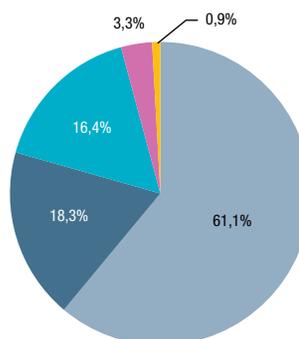
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés (hors employeurs de gens de maison) en 2017



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

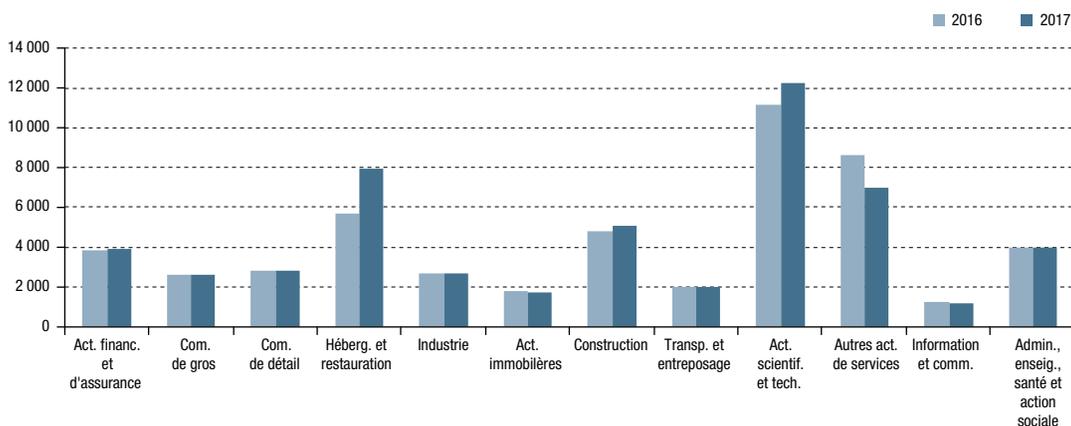
Emplois par grand secteur d'activité

► Nombre d'emplois selon le sexe et le GSA

	2013	2014	2015	2016	2017	Poids
Activités financières et d'assurance	3 548	3 620	3 782	3 867	3 898	7,3%
Commerce de gros	2 229	2 325	2 417	2 589	2 623	4,9%
Commerce de détail	2 794	2 798	2 839	2 802	2 845	5,3%
Hébergement et restauration	6 145	6 072	5 940	5 694	7 938	14,9%
Industries manufacturières, extractives et autres	3 233	3 194	2 892	2 716	2 668	5,0%
Activités immobilières	1 592	1 602	1 653	1 787	1 722	3,2%
Construction	4 421	4 561	4 507	4 773	5 108	9,6%
Transport et entreposage	1 979	2 002	1 983	2 015	2 025	3,8%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10 787	11 780	11 292	11 164	12 231	22,9%
Autres activités de services	7 317	7 822	8 102	8 601	7 015	13,2%
Information et communication	1 185	1 223	1 215	1 241	1 215	2,3%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 799	3 869	3 911	3 951	4 015	7,5%
Total	49 029	50 868	50 533	51 200	53 303	100%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Évolution du nombre d'emplois selon le GSA



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

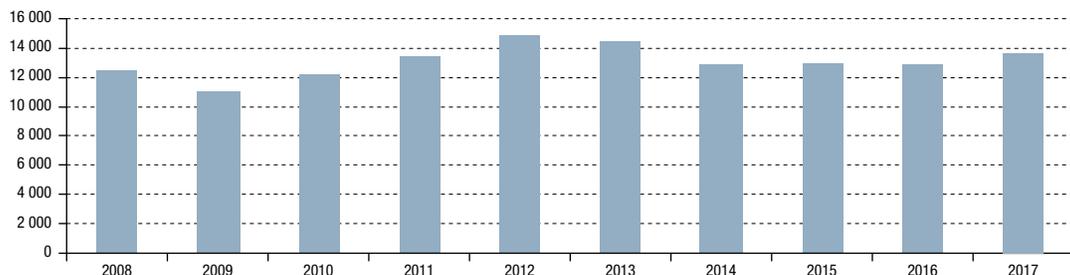
3. Économie

3.3. Chiffre d'affaires

Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des activités financières et d'assurance. Le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est donné à titre indicatif.

3.3.1. Évolution du chiffre d'affaires

► Évolution du chiffre d'affaires



Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.3.2. Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)

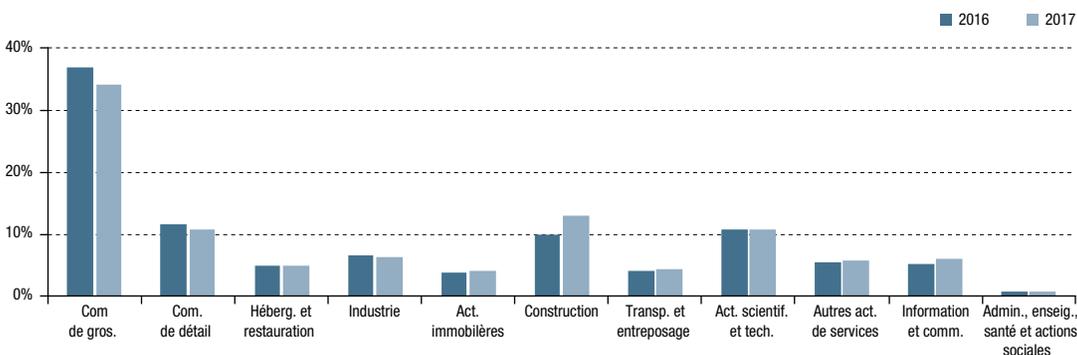
► Évolution du chiffre d'affaires selon le GSA

	2016	2017	Variation
Activités financières et d'assurance	1 662,2	1 691,9	1,8%
Commerce de gros	4 823,6	4 648,0	-3,6%
Commerce de détail	1 511,5	1 443,5	-4,5%
Hébergement et restauration	644,8	667,5	3,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	838,5	847,5	1,1%
Activités immobilières	505,9	559,1	10,5%
Construction	1 295,9	1 754,2	35,4%
Transport et entreposage	541,7	583,8	7,8%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 417,2	1 461,3	3,1%
Autres activités de services	718,0	768,4	7,0%
Information et communication	692,3	803,5	16,1%
Administration, enseignement, santé et action sociale	87,2	86,7	-0,6%
Total	13 076,6	13 623,5	4,2%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la part du chiffre d'affaires selon le GSA



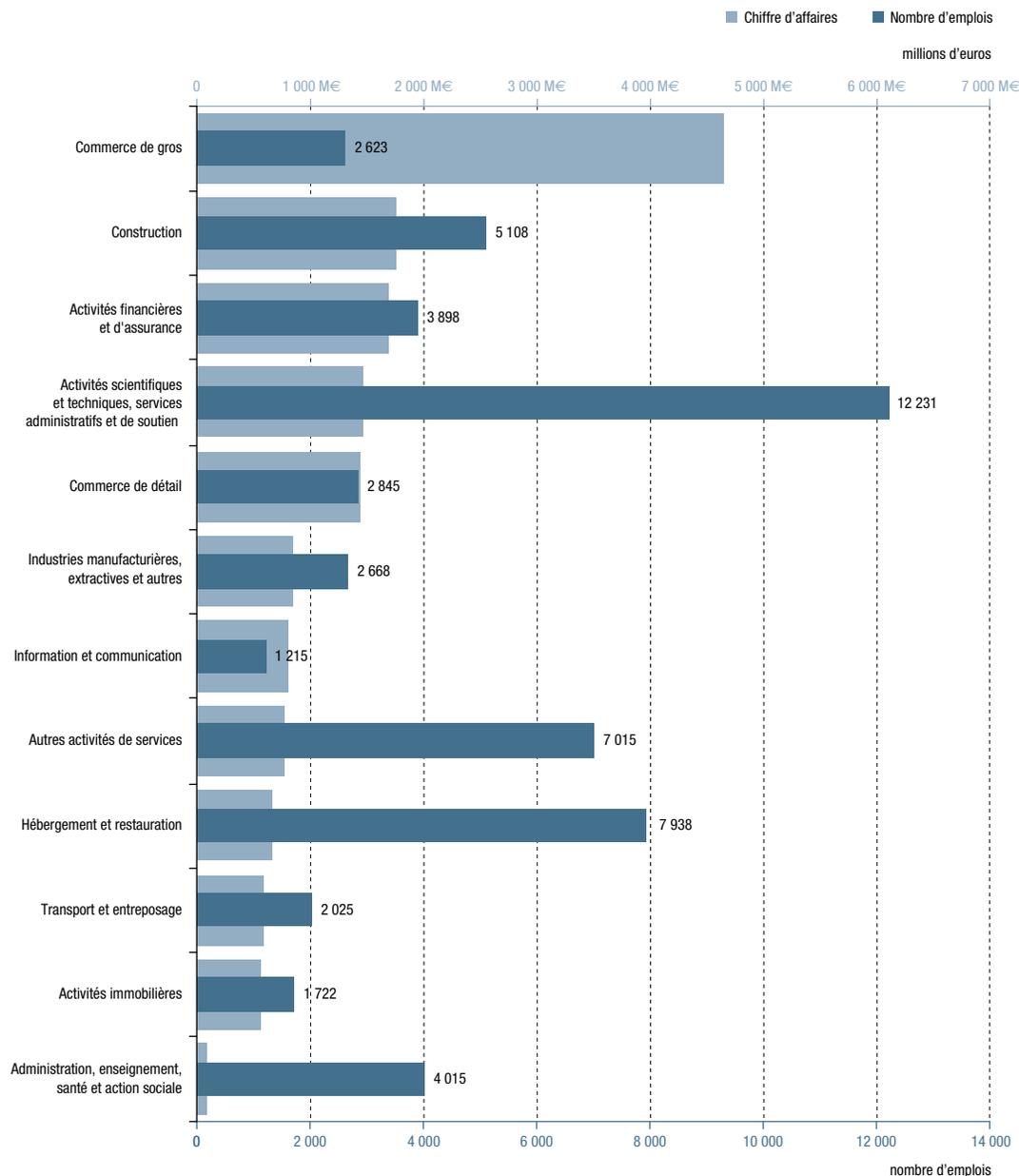
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.3. Chiffre d'affaires

3.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA

► Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA en 2017



Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Total CA hors Activités financières et d'assurance : 13 624 millions d'euros

Total Emplois : 53 303

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.1. Budget de l'État

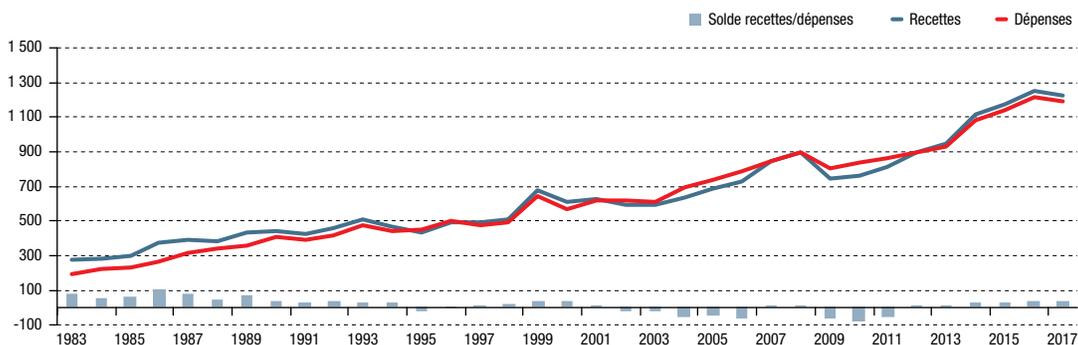
► Évolution du budget de l'État

	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes	945,1	1 111,4	1 173,0	1 251,2	1 225,6
Dépenses	933,0	1 085,7	1 144,0	1 215,3	1 189,0
Dépenses ordinaires	664,3	697,2	733,2	747,1	798,9
Dépenses équipement	268,8	388,5	410,7	468,3	390,1
Solde recettes/dépenses	12,1	25,7	29,0	35,9	36,6

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du budget de l'État



Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.2. Recettes de l'État

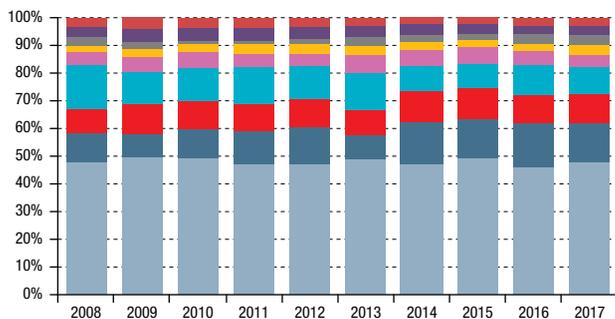
► Évolution des recettes de l'État

	2013	2014	2015	2016	2017
Transactions commerciales (TVA)	461,0	521,9	575,7	579,8	590,8
Transactions juridiques	122,1	171,1	172,1	195,9	168,5
Bénéfices commerciaux	84,7	126,3	124,3	124,9	129,2
Domaine immobilier	87,7	97,1	107,9	139,7	116,6
Monopoles concédés	62,9	68,6	65,3	60,0	58,2
Droits de douane	27,4	28,9	29,6	33,8	43,0
Domaine financier	26,6	27,4	27,8	34,0	42,6
Monopoles exploités par l'État	38,0	39,4	37,5	39,5	41,0
Autres recettes	34,8	30,7	33,0	43,7	35,8
Total	945,1	1 111,4	1 173,0	1 251,2	1 225,6

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

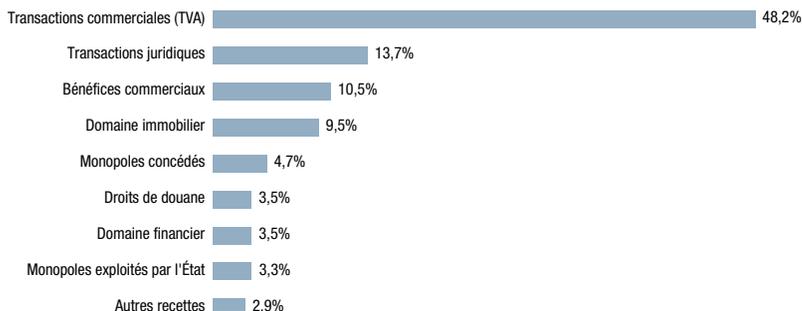
► Évolution de la répartition des recettes de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

- **Transactions commerciales** : la taxe sur la valeur ajoutée ;
- **Transactions juridiques** : les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances ;
- **Bénéfices commerciaux** : l'impôt sur les bénéfices ;
- **Domaine immobilier** : l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics ;
- **Monopoles concédés** : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;
- **Droits de douane** : les droits de douane ;
- **Domaine financier** : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires ;
- **Monopoles exploités** : les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des Émissions de Timbres-Poste, des Postes-Télégraphes ;
- **Autres recettes** : les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation.

► Répartition des recettes de l'État en 2017



Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.3. Dépenses de l'État

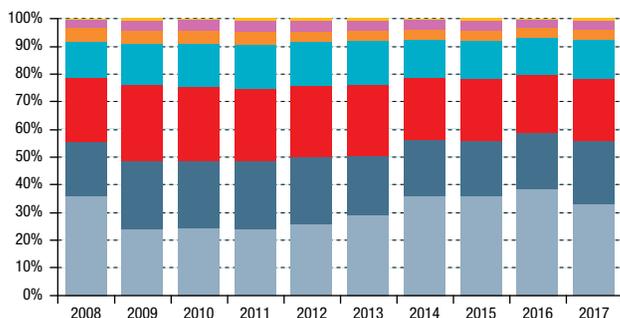
► Évolution des dépenses de l'État

	2013	2014	2015	2016	2017
Équipement et investissements	268,8	388,5	410,7	468,3	390,1
Interventions publiques	202,4	224,1	231,0	241,6	272,9
Moyens des services	237,3	243,2	252,0	257,8	267,4
Dépenses communes	148,8	149,2	157,1	163,2	169,6
Dépenses de Souveraineté	35,7	39,5	43,5	42,8	45,7
Services publics	34,8	35,4	43,2	35,4	36,6
Assemblée et Corps constitués	5,2	5,9	6,5	6,4	6,8
Total	933,0	1 085,7	1 144,0	1 215,3	1 189,0

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution de la répartition des dépenses de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

■ **Budgets d'équipement et d'investissements** : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;

■ **Interventions publiques** : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;

■ **Moyens de services** : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;

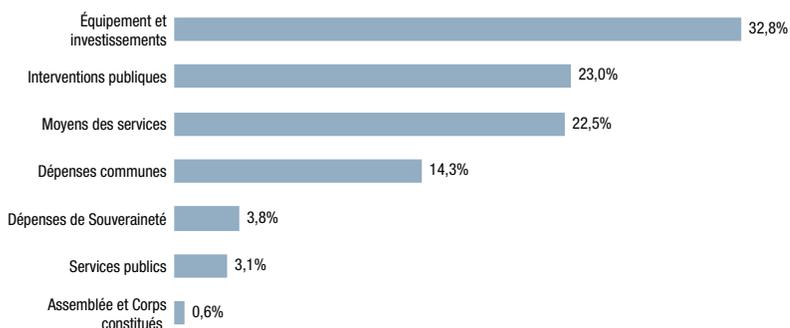
■ **Dépenses communes** : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;

■ **Dépenses de Souveraineté** : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;

■ **Services publics** : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;

■ **Assemblée et Corps constitués** : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes, ...

► Répartition des dépenses de l'État en 2017



Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier.

Les produits sont constitués, d'après la Constitution, de l'excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l'exercice budgétaire (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporées au FRC les plus-values résultant de la réalisation d'actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers.

Les dépenses comprennent, d'après la Constitution, l'excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l'exercice budgétaire (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) ainsi que les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens.

À fin décembre 2017, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel se situe à environ 5,2 milliards d'euros. Il comporte :

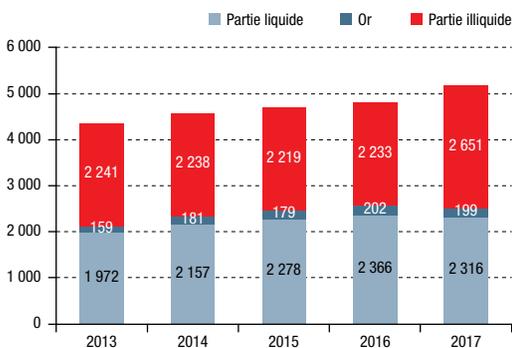
- une réserve d'or de l'ordre de 199 millions d'euros ;
- une partie « disponible » (liquide) de 2,3 milliards d'euros composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie « illiquide » de 2,7 milliards d'euros. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,67 milliards d'euros). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en légère diminution sur l'exercice (-0,1 %) en raison de leur réévaluation et aux acquisitions, ventes et opérations réalisées.

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces ou des particuliers. Les bâtiments à usage strictement public ne sont pas détenus par le FRC, car ils ne sont pas productifs de revenus, ni en général susceptibles d'être aliénés.

La partie « illiquide » comporte également les participations de l'État dans des sociétés, notamment les actions non inaliénables de la S.B.M. (39,7 % environ du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'État, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l'ordre de 598,7 millions d'euros. La participation de l'État dans Monaco Télécom (49 %) et les actions inaliénables de la S.B.M. (24,47 % du capital) relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.

Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l'État.

► Évolution de la répartition de l'actif du fonds de réserve constitutionnel



Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

➤ Évolution de l'APD de Monaco

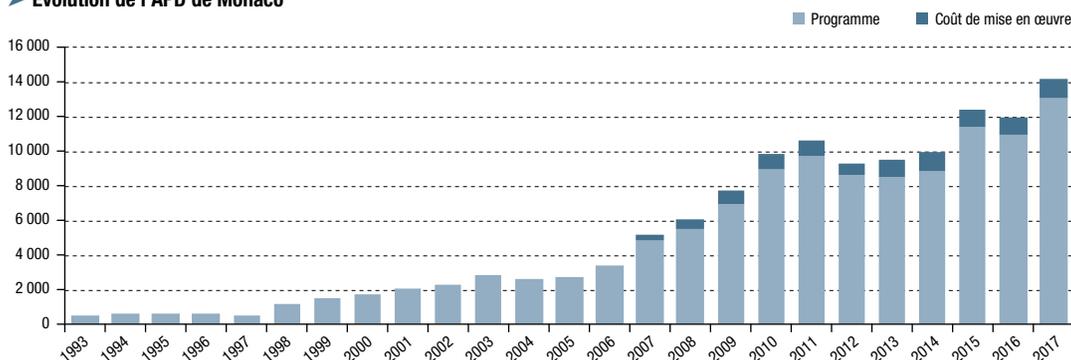
	2013	2014	2015	2016	2017
Programme	8 480	8 822	11 382	10 940	13 000
Coût de mise en œuvre	997	1 131	985	1 023	1 149
Total	9 477	9 953	12 366	11 963	14 149

Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année. Les coûts de mise en œuvre correspondent aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale, aux frais de la structure, aux frais de missions, etc..

➤ Évolution de l'APD de Monaco



Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

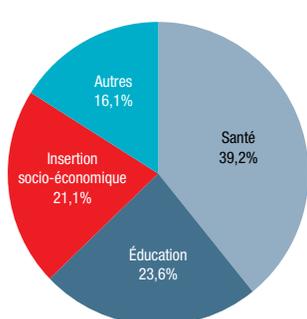
➤ Évolution de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire

	2013	2014	2015	2016	2017
Santé	3 220	3 044	2 845	2 848	3 745
Éducation	1 581	2 094	2 040	1 315	2 257
Insertion socio-économique	650	1 733	1 868	2 742	2 019
Autres	367	451	1 124	1 716	1 534
Total	5 819	7 321	7 877	8 621	9 554

Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

➤ Répartition de l'APD par domaine d'intervention prioritaire en 2017



- SANTÉ**
 - Lutte contre les pandémies et les maladies négligées
 - Amélioration de la santé maternelle et infantile
 - Soutien aux systèmes de santé nationaux et accès aux soins médicaux
- ÉDUCATION**
 - Accès à l'éducation et l'alphabétisation
 - Soutien à la formation professionnelle
- INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE**
 - Assistance et insertion sociale des populations vulnérables
 - Entrepreneuriat social / développement économique local (personnes en situation de handicap)
- AUTRES DOMAINES**
 - Protection civile
 - Déménagement
 - Coopération culturelle
 - Sécurité alimentaire

Source : Direction de la Coopération Internationale

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

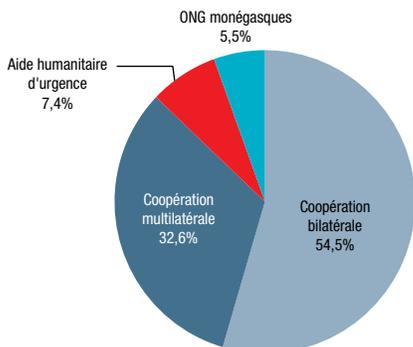
► Évolution de l'APD selon le canal d'intervention

	2013	2014	2015	2016	2017
Coopération bilatérale	4 169	4 782	5 581	6 283	7 090
Coopération multilatérale	2 977	2 661	2 882	3 123	4 235
Aide humanitaire d'urgence	540	618	915	822	960
ONG monégasques	795	760	2 003	711	715
Total hors coûts de mise en œuvre	8 480	8 822	11 382	10 940	13 000

Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

► Répartition de l'APD par canal d'intervention en 2017



Source : Direction de la Coopération Internationale

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

Coopération bilatérale : partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention.

Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), etc.

Aide humanitaire d'urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

Partenariat avec les ONG monégasques : co-financement de projets et renforcement de compétences pour les ONG de Monaco actives dans le domaine de la Solidarité Internationale (OSI). Soutien au Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine).

Source : Direction de la Coopération Internationale

Définition

ONG : Organisation Non Gouvernementale.

OSI : Organisme de Solidarité Internationale.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.6. Monopoles exploités par l'État

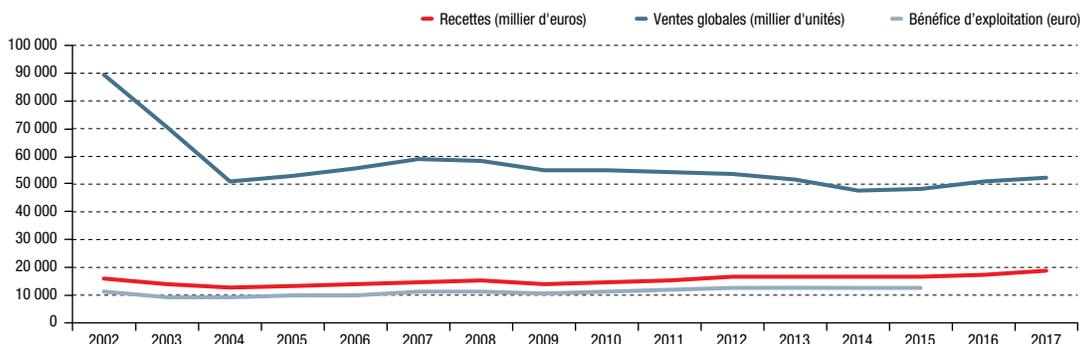
Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Évolution des résultats budgétaires - marché intérieur et sous douane

	2013	2014	2015	2016	2017
Ventes globales (millier d'unité)	51 404	47 663	48 329	50 765	52 013
Recettes (euro)	16 899 551	16 586 317	16 926 157	17 455 321	18 797 988
Bénéfices (euro)	12 640 288	12 453 145	12 526 468	n.d.	n.d.
Poids	74,8%	75,1%	74,0%	n.d.	n.d.

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Vente de tabacs selon le type en 2017 - marché intérieur

	Unités	Poids	Valeurs ventes (millier d'euros)	Poids
Cigarettes	43 498	83,6%	15 034	76,3%
Cigares	155	0,3%	1 901	9,6%
Cigarillos	1 096	2,1%	590	3,0%
Tabacs à chauffer	4 563	8,8%	1 597	8,1%
Tabacs à rouler	1 280	2,5%	363	1,8%
Tabacs à pipe	83	0,2%	21	0,1%
Tabacs à narguilé	1 338	2,6%	210	1,1%
Total	52 013	100,0%	19 716	100%

Unité : millier

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.6. Monopoles exploités par l'État

Office des Émissions de Timbres-Poste

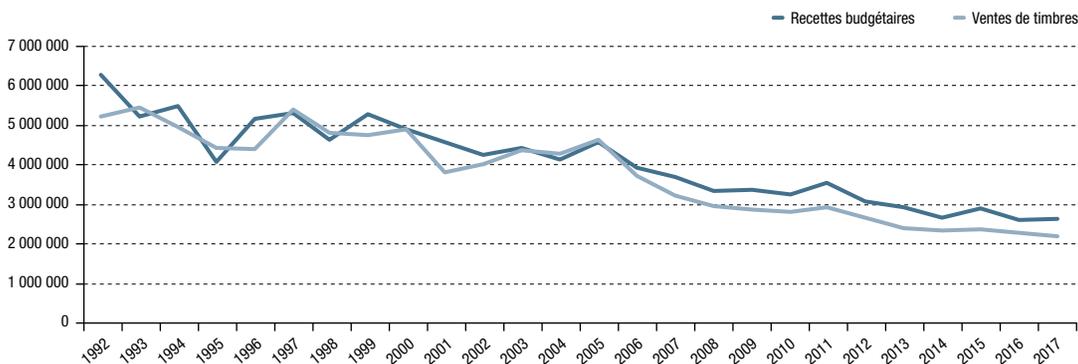
► Évolution des recettes budgétaires

	2013	2014	2015	2016	2017
Ventes de timbres	2 388 815	2 332 216	2 358 914	2 273 549	2 175 158
Valeur émission	60,2	62,7	65,2	67,7	72,5
Recettes budgétaires	2 899 841	2 640 901	2 870 596	2 590 246	2 627 181

Unité : euro

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

► Évolution des résultats budgétaires



Unité : euro

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Autres monopoles exploités par l'État

Voir chapitre 3.4.8. Postes.

3. Économie

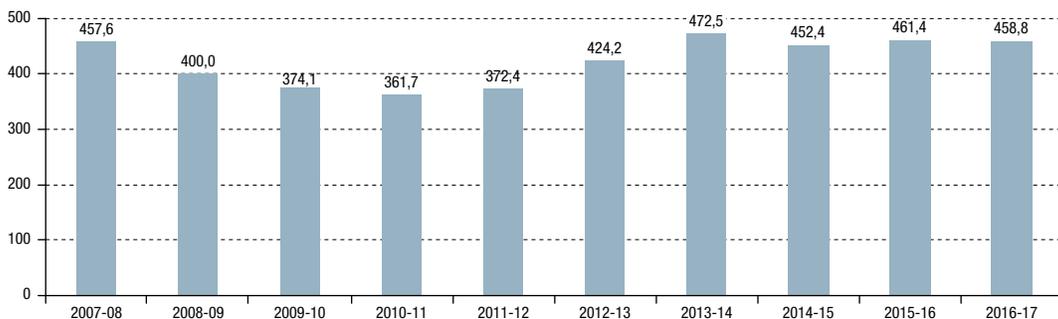
3.4. Finances publiques

3.4.7. Monopoles concédés par l'État

Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Données issues du Document De Référence 2016-17 publié le 10 juillet 2017.

► Évolution du chiffre d'affaires



Unité : million d'euros

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Total jeux 2016-17 : 201,7 millions d'euros (43 % du chiffre d'affaires total).

Total des travaux et acquisitions d'immobilisation en 2016-17 : 111,9 millions d'euros.

► Évolution de l'effectif⁽¹⁾

	2013	2014	2015	2016	2017
Cadres	607	623	644	663	688
Agents de maîtrise & Employés	3 437	3 514	3 520	3 441	3 460
Total	4 044	4 137	4 164	4 104	4 148

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Autres monopoles concédés par l'État

Voir chapitres 1.3. Énergie, 4.8. Transports et mobilité et 4.9. Télécommunications.

⁽¹⁾ Au 31 mars.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.8. Postes

Courrier distribué

► Évolution du nombre d'objets distribués

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Lettres	20 415 129	19 034 070	16 821 820	16 566 165	15 767 169	-4,8%
Colis	268 650	261 041	261 531	308 291	330 492	7,2%
Chronopost	137 928	161 953	189 764	216 327	280 223	29,5%
Total	20 821 707	19 457 064	17 273 115	17 090 783	16 377 884	-4,2%

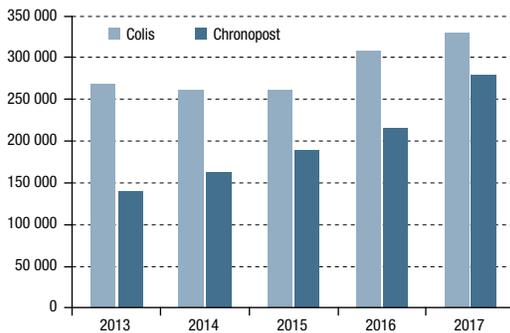
Source : La Poste Monaco

► Évolution du courrier distribué - Lettres



Source : La Poste Monaco

► Évolution du courrier distribué - hors Lettres



Source : La Poste Monaco

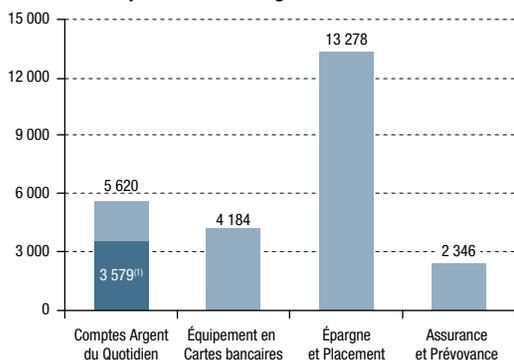
► Évolution des services financiers de La Poste

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17
Crédits immobiliers	5 239	3 184	11 433	5 736	5 806	1,2%
Collecte externe	13 399	12 212	15 510	15 627	13 710	-12,3%
Collecte brute	27 002	26 908	17 896	16 470	17 152	4,1%

Unité : millier d'euros

Source : La Poste Monaco

► Nombre de produits selon la gamme en 2017



Unité : millier d'euros

Source : La Poste Monaco

(1) Dont Conventions de Comptes.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.8. Postes

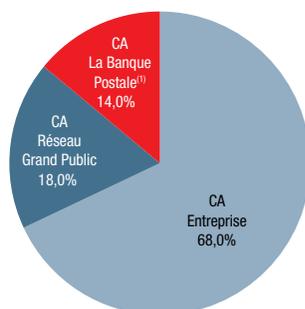
► Évolution du chiffre d'affaires de La Poste

	2013	2014	2015	2016	2017
Courrier réseau	2 211	2 316	2 289	2 300	2 385
Colis réseau	685	657	782	760	783
Chronopost réseau	478	444	456	457	438
Total Réseau Grand Public	3 374	3 417	3 527	3 517	3 606
Courrier entreprise	8 368	8 424	8 427	8 660	8 644
Colis entreprise	2 704	2 723	3 454	4 272	4 849
Total Commercial Entreprise	11 072	11 147	11 881	12 932	13 493

Unité : millier d'euros

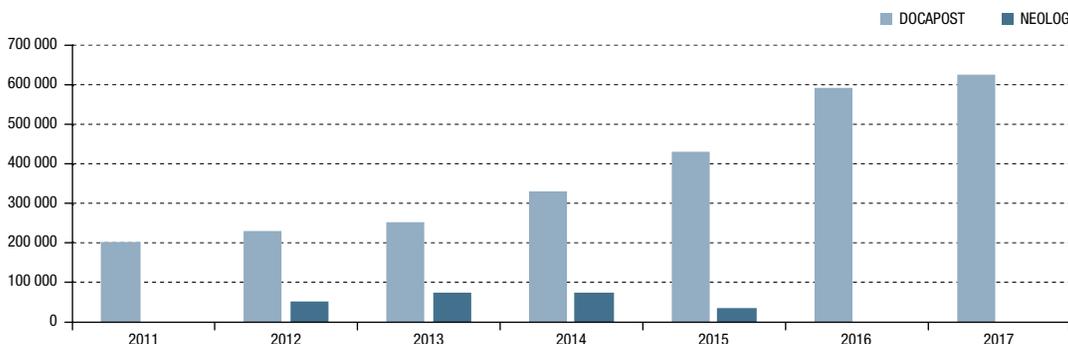
Source : La Poste Monaco

► Répartition du chiffre d'affaires global en 2017



Source : La Poste Monaco

► Évolution du chiffre d'affaires selon les filiales



Unité : euro

Source : La Poste Monaco

► Évolution des effectifs selon le sexe

	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	113	117	121	127	121
Femmes	55	52	52	51	46
Total	168	169	173	178	167

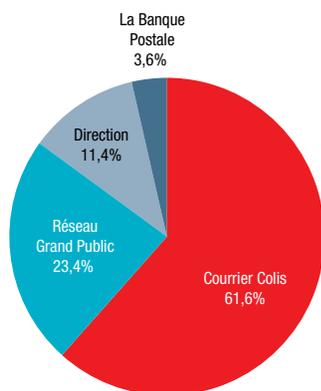
Source : La Poste Monaco

► Évolution des effectifs selon l'âge

	2013	2014	2015	2016	2017
20-29 ans	23	24	23	36	34
30-39 ans	43	44	50	39	38
40-49 ans	33	33	38	37	36
50-59 ans	62	61	53	57	53
60 ans et plus	7	7	9	9	6
Total	168	169	173	178	167

Source : La Poste Monaco

► Répartition des effectifs selon l'activité en 2017



Source : La Poste Monaco

La Poste Monaco compte dans ses effectifs 45% de fonctionnaires Français et 55% de salariés en contrat à durée indéterminée.

⁽¹⁾ Estimation.

3. Économie

3.4. Finances publiques

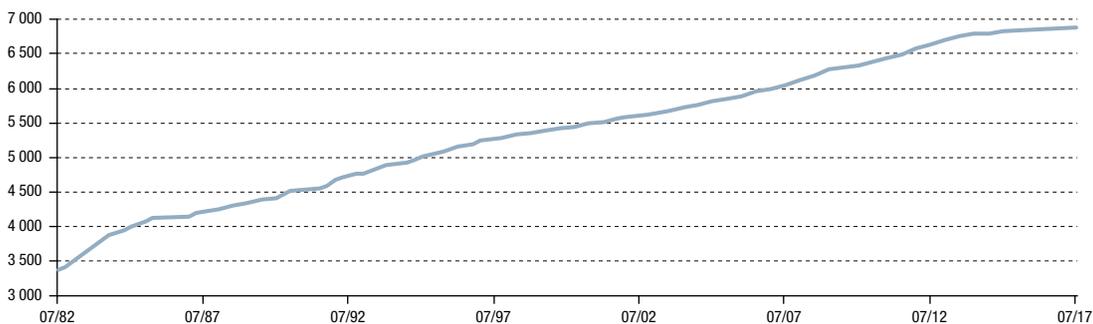
3.4.9. Évolution des traitements de la Fonction publique

► Évolution du traitement indiciaire de la Fonction publique

	01/01/2013	01/07/2013	01/01/2014	01/01/2015	01/07/2017
Évolution	1,3%	0,7%	0,5%	0,5%	0,8%
Majoré 100 (euro)	6 710,73	6 757,71	6 791,50	6 825,46	6 880,06

Source : Direction du Budget et Trésor

► Évolution du traitement indiciaire de la Fonction publique



Source : Direction du Budget et Trésor

⁽¹⁾ Indemnité Particulière des Bas Indices.

3. Économie

3.5. Activités financières

3.5.1. Établissements financiers

► Évolution du nombre de banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)

	2013	2014	2015	2016	2017
Sociétés de droit monégasque	18	18	17	17	15
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	4	4	3	3	3
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	12	12	12	12	12
Total	35	35	33	33	31

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de sociétés financières

	2013	2014	2015	2016	2017
Sociétés financières de droit monégasque	1	1	0	0	0
Succursales de sociétés financières françaises	2	2	3	3	4
Total	3	3	3	3	4

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de Fonds Communs de Placements Monégasques

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre	62	64	60	58	56
Actifs nets (en milliard d'euros)	5,1	4,6	4,1	4,3	4,6

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Portefeuille

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre	51	58	55	54	60

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre d'emplois

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'emplois du secteur d'activité	3 548	3 620	3 782	3 867	3 898
<i>dont banques</i>	<i>2 532</i>	<i>2 575</i>	<i>2 757</i>	<i>2 735</i>	<i>2 718</i>

Source : Caisses Sociales de Monaco

3.5.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

► Évolution des dépôts, titres et crédits

	2013	2014	2015	2016	2017
Ressources de la Place	101,8	108,4	116,7	119,8	118,8
Dépôts	32,9	36,0	40,2	42,8	41,4
Titres	68,8	72,4	76,5	77,0	77,4
<i>Clientèle non financière</i>	<i>63,2</i>	<i>67,0</i>	<i>71,8</i>	<i>72,3</i>	<i>72,4</i>
<i>Clientèle financière</i>	<i>5,6</i>	<i>5,4</i>	<i>4,7</i>	<i>4,7</i>	<i>5,0</i>
Crédits	19,0	21,1	22,4	22,8	23,4

Unité : milliard d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

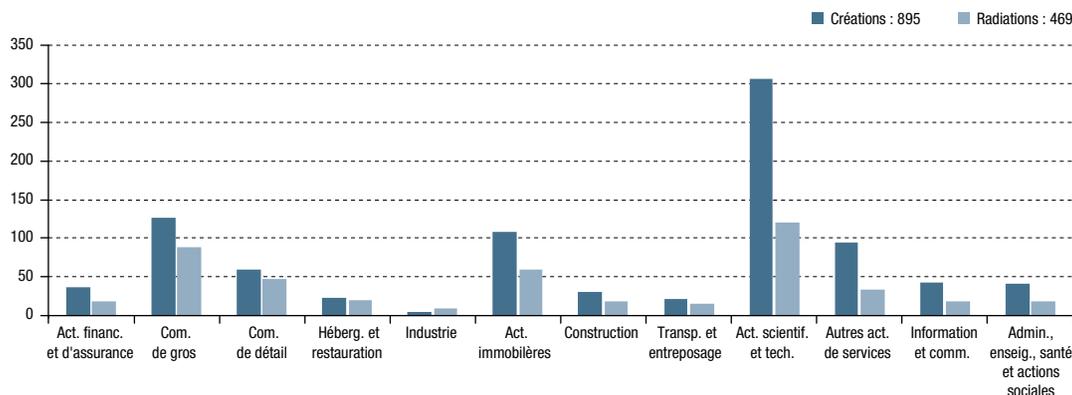
3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.1. Créations et radiations d'activité par GSA

Le Répertoire du NIS, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques de la Principauté, notamment à des fins statistiques. Les créations et radiations concernent toutes les formes juridiques du répertoire NIS à l'exception des Sociétés Civiles.

➤ Créations et radiations d'activité selon le GSA en 2017



Unité : nombre d'établissements

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

3.6.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

➤ Évolution du nombre d'agents économiques en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2013	2014	2015	2016	2017
Personne Physique	1 541	1 683	1 759	1 813	1 947
Société Anonyme Monégasque	1 166	1 089	1 127	1 117	1 118
Société à Responsabilité Limitée	1 429	1 619	1 838	2 006	2 193
Société en Commandite Simple	166	142	129	115	99
Société Étrangère	79	173	182	215	230
Société en Nom Collectif	21	19	19	17	15
Total	4 402	4 725	5 054	5 283	5 602

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

➤ Évolution du nombre d'établissements en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2013	2014	2015	2016	2017
Personne Physique	1 748	1 915	2 010	2 081	2 222
Société Anonyme Monégasque	1 281	1 210	1 252	1 241	1 246
Société à Responsabilité Limitée	1 457	1 653	1 878	2 052	2 247
Société en Commandite Simple	175	150	136	120	102
Société Étrangère	101	195	107	144	154
Société en Nom Collectif	203	20	20	18	16
Total	4 965	5 143	5 403	5 656	5 987

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Définition

Agent économique : Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI. Un agent économique peut avoir plusieurs établissements.

Établissement : Un établissement correspond à un Numéro d'Identification Statistique.

NIS : Numéro d'Identification Statistique.

3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.3. Gouvernance d'entreprises

Les données prennent en compte le nombre de personnes en activité au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des entreprises, inscrites au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI) au 31 décembre de chaque année considérée.

► Évolution du nombre de personnes en activité au sein des CA selon la forme juridique

	2013	2014	2015	2016	2017
Personne Physique	1 617	1 687	1 760	1 815	1 953
Société à Responsabilité Limitée	3 321	3 733	4 266	4 644	5 155
Société Anonyme	3 060	2 968	3 059	3 069	3 065
Société Anonyme à Objet Civil	nd	nd	208	211	224
Société en Commandite Simple	357	306	275	238	199
Société en Nom Collectif	38	34	32	30	26
Société Étrangère	99	151	nd	6	5
Total	8 492	8 879	9 600	10 013	10 627

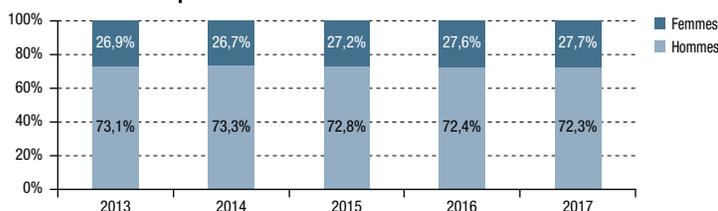
Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Représentation hommes/femmes au sein des CA selon la forme juridique en 2017

	Hommes	Femmes	Total
Personne Physique	68,9%	31,1%	100%
Société à Responsabilité Limitée	69,9%	30,1%	100%
Société Anonyme	79,3%	20,7%	100%
Société Anonyme à Objet Civil	70,5%	29,5%	100%
Société en Commandite Simple	64,8%	35,2%	100%
Société en Nom Collectif	65,4%	34,6%	100%
Société Étrangère	80,0%	20,0%	100%
Total	72,3%	27,7%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Évolution de la représentation hommes/femmes au sein des CA



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Évolution du nombre de personnes en activité au sein des CA selon le sexe et le GSA

	2013	2014	2015	2016	2017
Activités financières et d'assurance	579	684	645	668	686
Commerce de gros	1 634	1 737	1 867	1 972	2 056
Commerce de détail	987	984	1 015	1 012	1 029
Hébergement et restauration	409	419	422	415	401
Industries manufacturières, extractives et autres	335	360	384	380	366
Activités immobilières	501	436	582	669	779
Construction	735	746	790	825	839
Transport et entreposage	325	323	323	341	363
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 938	2 060	2 295	2 444	2 714
Autres activités de services	500	538	609	619	651
Information et communication	451	499	567	563	628
Administration, enseignement, santé et action sociale	98	93	101	105	115
Total	8 492	8 879	9 600	10 013	10 627

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Représentation hommes/femmes au sein des CA selon le GSA en 2017

	Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	84,1%	15,9%	100%
Commerce de gros	72,2%	27,8%	100%
Commerce de détail	61,8%	38,2%	100%
Hébergement et restauration	72,8%	27,2%	100%
Industries manufacturières, extractives et autres	76,5%	23,5%	100%
Activités immobilières	63,5%	36,5%	100%
Construction	80,1%	19,9%	100%
Transport et entreposage	82,6%	17,4%	100%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	72,1%	27,9%	100%
Autres activités de services	65,0%	35,0%	100%
Information et communication	80,3%	19,7%	100%
Administration, enseignement, santé et action sociale	60,0%	40,0%	100%
Total	72,3%	27,7%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

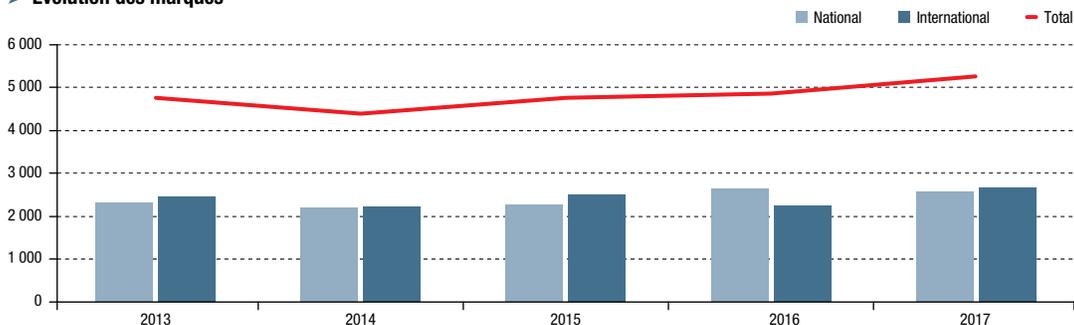
3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.4. Propriété intellectuelle

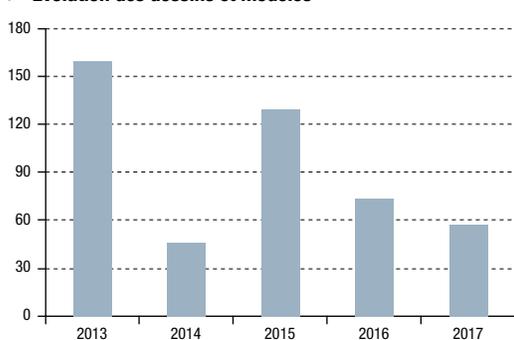
Dossiers gérés par l'Office par domaine

➤ Évolution des marques



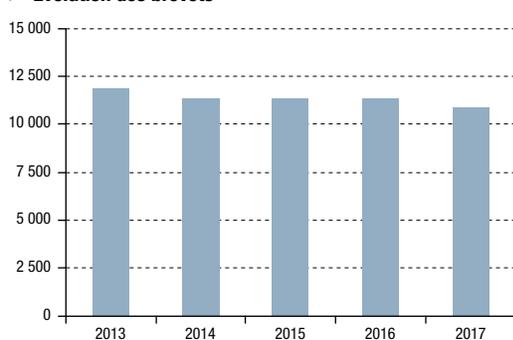
Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

➤ Évolution des dessins et modèles



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

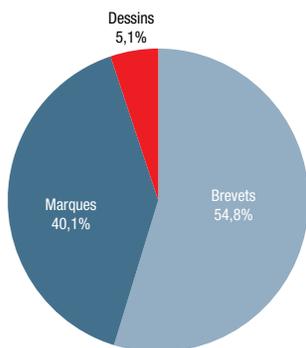
➤ Évolution des brevets



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

Activité des titres de propriété industrielle en Principauté

➤ Dossiers en vigueur par domaine



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

Données au 08/01/2018.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

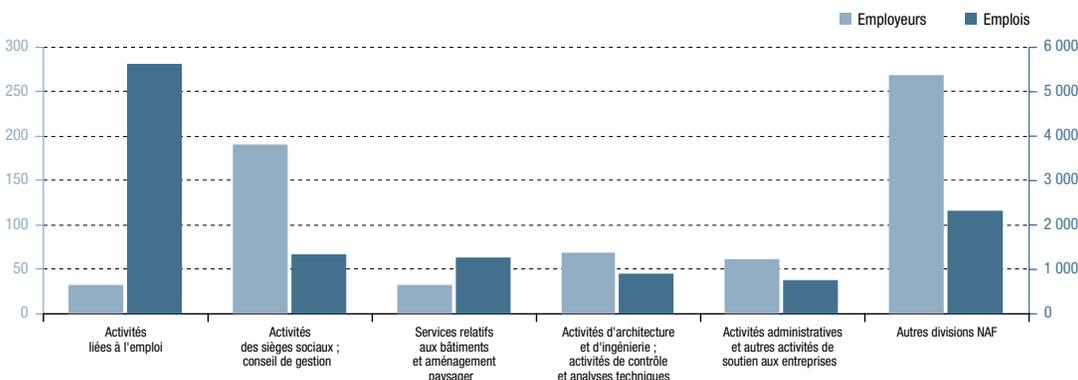
Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2017

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2016-17	Nb	Variation 2016-17	Poids
Activités liées à l'emploi	33	-2,9%	5 624	19,3%	46,0%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	191	2,7%	1 350	1,7%	11,0%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	32	10,3%	1 270	1,7%	10,4%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	68	6,3%	920	6,6%	7,5%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	62	6,9%	755	-3,5%	6,2%
Autres divisions NAF	268	1,1%	2 312	3,8%	18,9%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	654	2,8%	12 231	9,6%	100%
Total en Principauté	5 958	2,0%	53 303	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2017



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

► Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans le PIB

	PIB 2016	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Poids
Rémunérations des salariés	2 640,0	435,9	16,5%
Excédent brut d'exploitation	2 447,0	315,7	12,9%
Impôts	705,7	81,4	11,5%
Subventions	-223,9	- 6,0	2,7%
PIB en millions d'euros constants	5 568,8	826,9	14,8%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

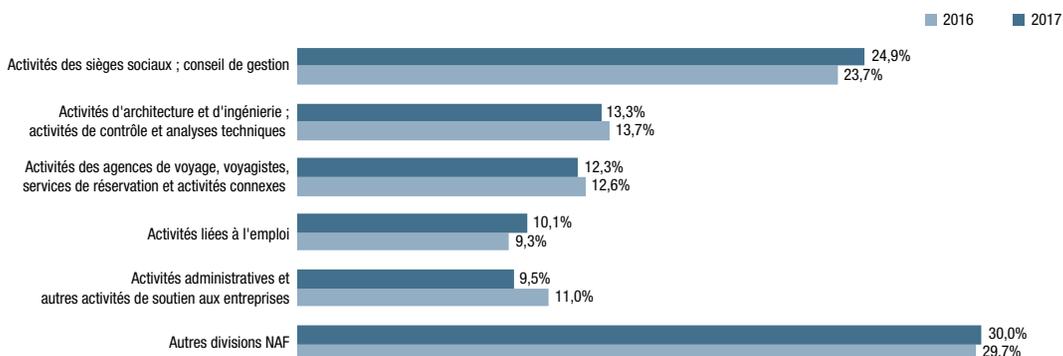
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2016	2017	Variation
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	335,3	363,6	8,4%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	193,8	194,0	0,1%
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	178,7	179,9	0,7%
Activités liées à l'emploi	132,1	147,1	11,3%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	156,0	138,6	-11,2%
Autres divisions NAF	421,3	438,2	4,0%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 417,2	1 461,3	3,1%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 076,6	13 623,5	4,2%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.2. Commerce de détail

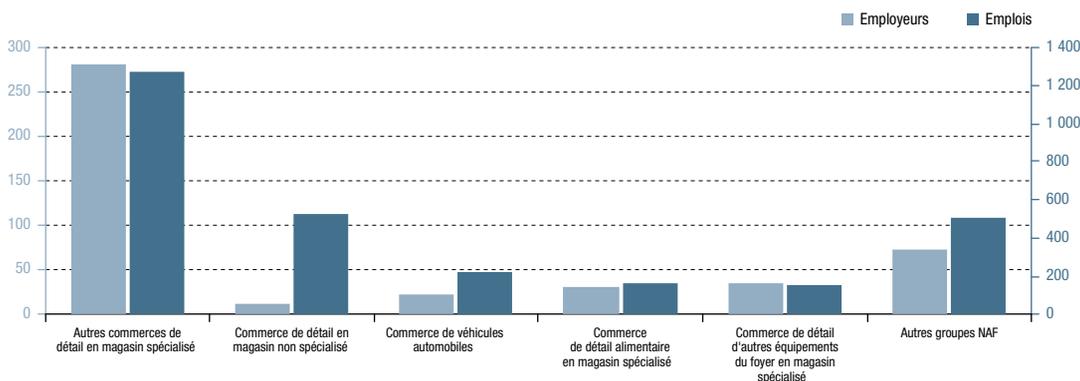
Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motos sont inclus dans le Commerce de détail.

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2017

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2016-17	Nb	Variation 2016-17	Poids
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	282	-2,8%	1 274	0,1%	44,8%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	11	0,0%	524	4,2%	18,4%
Commerce de véhicules automobiles	22	0,0%	224	7,7%	7,9%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	30	3,4%	166	-6,7%	5,8%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	35	-2,8%	149	-2,6%	5,2%
Autres groupes NAF	73	1,4%	508	4,3%	17,9%
Total Commerce de détail	453	-1,5%	2 845	1,5%	100%
Total en Principauté	5 958	2,0%	53 303	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2017



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.2. Commerce de détail

► Poids du Commerce de détail dans le PIB

	PIB 2016	Commerce de détail	Poids
Rémunérations des salariés	2 640,0	108,3	4,1%
Excédent brut d'exploitation	2 447,0	142,7	5,8%
Impôts	705,7	75,9	10,8%
Subventions	-223,9	- 1,8	0,8%
PIB en millions d'euros constants	5 568,8	325,1	5,8%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

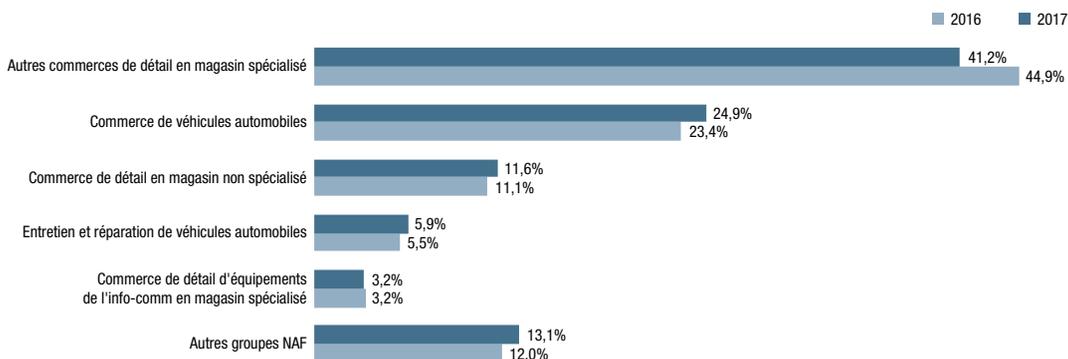
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2016	2017	Variation
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	677,9	594,5	-12,3%
Commerce de véhicules automobiles	354,0	360,0	1,7%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	167,2	168,1	0,5%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	82,9	85,8	3,5%
Commerce de détail d'équipements de l'info-comm en magasin spécialisé	48,8	46,3	-5,0%
Autres groupes NAF	180,7	188,8	4,5%
Total CA Commerce de détail	1 511,5	1 443,5	-4,5%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 076,6	13 623,5	4,2%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.3. Commerce de gros

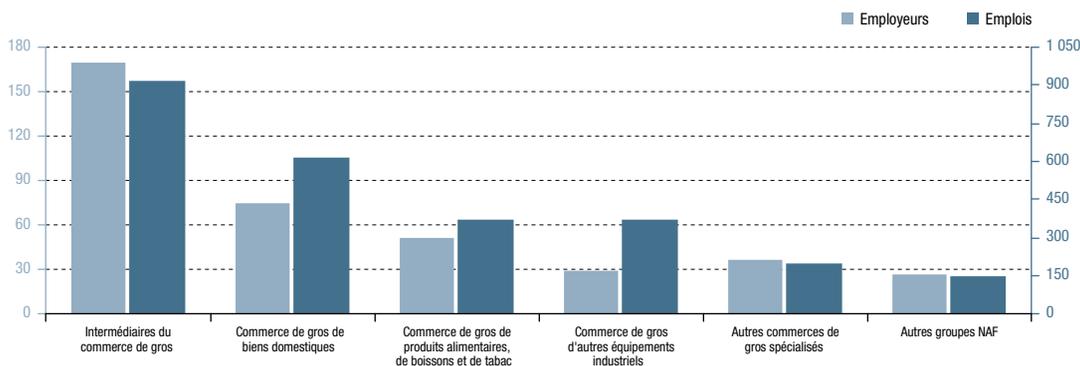
Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2017

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2016-17	Nb	Variation 2016-17	Poids
Intermédiaires du commerce de gros	170	-1,7%	920	0,5%	35,1%
Commerce de gros de biens domestiques	75	1,4%	612	1,3%	23,3%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	51	-1,9%	374	6,3%	14,3%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	29	-3,3%	370	1,6%	14,1%
Autres commerces de gros spécialisés	36	-2,7%	199	-2,5%	7,6%
Autres groupes NAF	27	-3,6%	148	-1,3%	5,6%
Total Commerce de gros	388	-1,5%	2 623	1,3%	100%
Total en Principauté	5 958	2,0%	53 303	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2017



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.3. Commerce de gros

► Poids du Commerce de gros dans le PIB

	PIB 2016	Commerce de gros	Poids
Rémunérations des salariés	2 640,0	147,5	5,6%
Excédent brut d'exploitation	2 447,0	266,7	10,9%
Impôts	705,7	72,8	10,3%
Subventions	-223,9	- 1,6	0,7%
PIB en millions d'euros constants	5 568,8	485,4	8,7%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

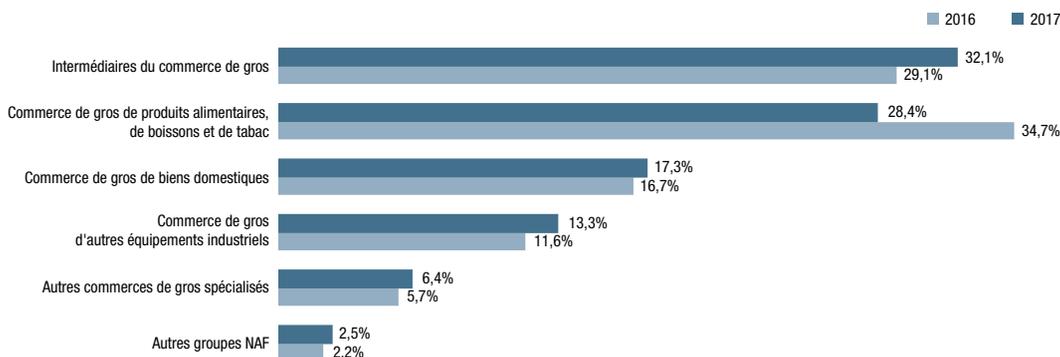
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2016	2017	Variation
Intermédiaires du commerce de gros	1 404,7	1 493,3	6,3%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 672,5	1 318,3	-21,2%
Commerce de gros de biens domestiques	803,9	805,6	0,2%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	561,8	617,1	9,8%
Autres commerces de gros spécialisés	274,7	298,2	8,6%
Autres groupes NAF	105,9	115,5	9,0%
Total CA Commerce de gros	4 823,6	4 648,0	-3,6%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 076,6	13 623,5	4,2%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.4. Hébergement et restauration

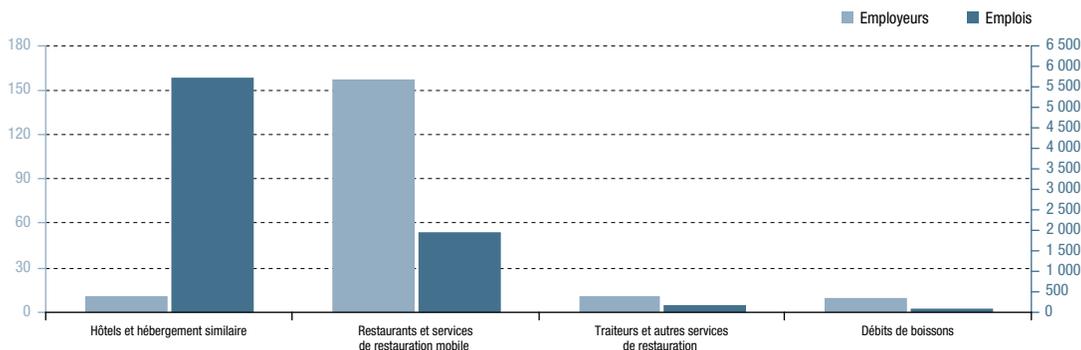
Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de groupe.

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2017

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2016-17	Nb	Variation 2016-17	Poids
Hôtels et hébergement similaire	11	0,0%	5 739	56,0%	72,3%
Restaurants et services de restauration mobile	157	1,3%	1 942	11,5%	24,5%
Traiteurs et autres services de restauration	11	10,0%	176	2,3%	2,2%
Débites de boissons	10	-16,7%	81	-20,6%	1,0%
Total Hébergement et restauration	189	0,5%	7 938	39,4%	100%
Total en Principauté	5 958	2,0%	53 303	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2017



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.4. Hébergement et restauration

► Poids de l'Hébergement et restauration dans le PIB

	PIB 2016	Hébergement et restauration	Poids
Rémunérations des salariés	2 640,0	218,1	8,3%
Excédent brut d'exploitation	2 447,0	89,6	3,7%
Impôts	705,7	35,8	5,1%
Subventions	-223,9	-	-
PIB en millions d'euros constants	5 568,8	343,6	6,2%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

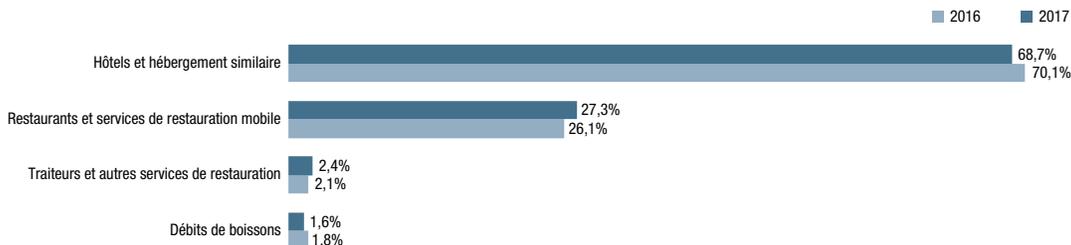
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2016	2017	Variation
Hôtels et hébergement similaire	451,7	458,5	1,5%
Restaurants et services de restauration mobile	168,1	182,0	8,3%
Traiteurs et autres services de restauration	13,4	16,3	21,8%
Débites de boissons	11,6	10,7	-8,1%
Total CA Hébergement et restauration	644,8	667,5	3,5%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 076,6	13 623,5	4,2%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres

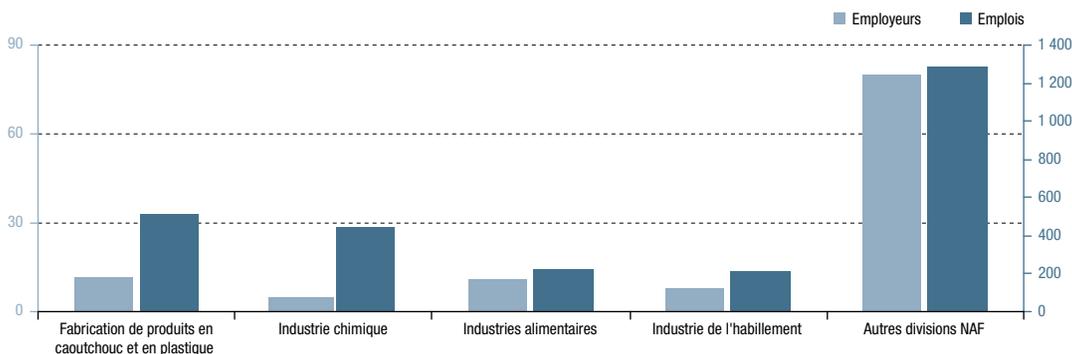
Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2017

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2016-17	Nb	Variation 2016-17	Poids
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12	0,0%	514	-10,8%	19,3%
Industrie chimique	5	0,0%	443	5,5%	16,6%
Industries alimentaires	11	-8,3%	220	4,8%	8,2%
Industrie de l'habillement	8	0,0%	209	2,5%	7,8%
Autres divisions NAF	80	-2,5%	1 282	-1,8%	48,1%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	116	-2,5%	2 668	-1,8%	100%
Total en Principauté	5 958	2,0%	53 303	4,1%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2017



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres

► Poids de l'Industrie dans le PIB

	PIB 2016	Industries manufacturières, extractives et autres	Poids
Rémunérations des salariés	2 640,0	127,9	4,8%
Excédent brut d'exploitation	2 447,0	72,4	3,0%
Impôts	705,7	23,8	3,4%
Subventions	-223,9	- 5,0	2,2%
PIB en millions d'euros constants	5 568,8	219,2	3,9%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

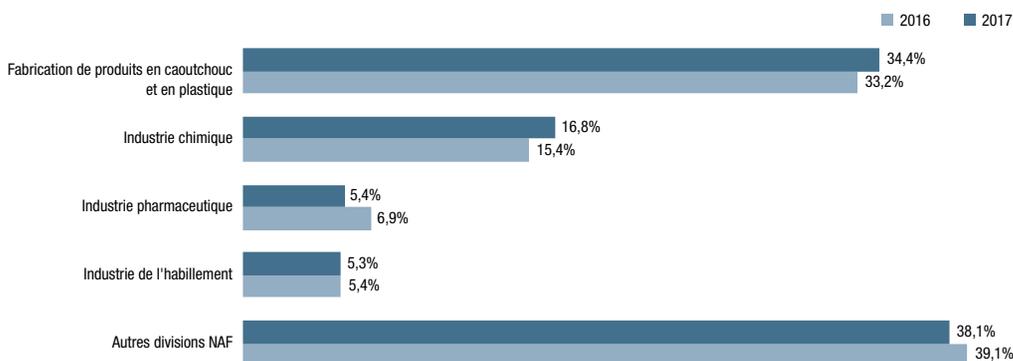
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2016	2017	Variation
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	278,2	291,2	4,7%
Industrie chimique	129,5	142,4	9,9%
Industrie pharmaceutique	57,9	46,0	-20,6%
Industrie de l'habillement	44,9	44,8	-0,3%
Autres divisions NAF	328,0	323,2	-1,5%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	838,5	847,5	1,1%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 076,6	13 623,5	4,2%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.1. Mutations immobilières

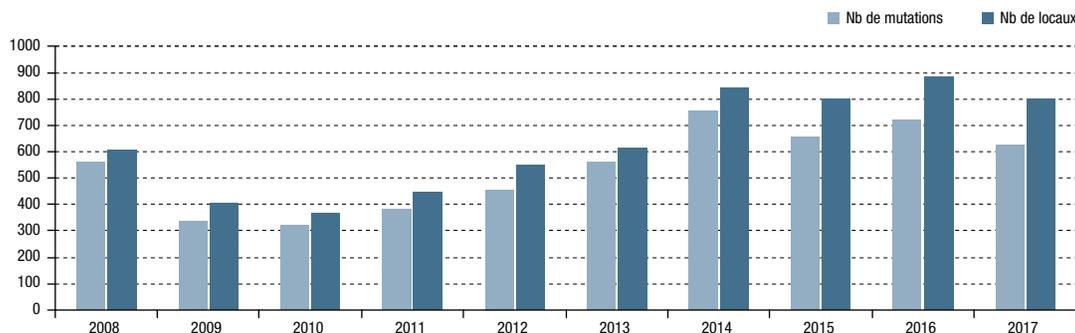
Les mutations portent sur des locaux «anciens» ou considérés comme tels dès lors qu'ils sont sortis du champ d'application de la T.V.A. immobilière (il s'agit en général de locaux dont la date d'achèvement remonte à plus de cinq ans).

► Évolution du nombre de mutations et de locaux selon la nature des biens immobiliers

	2013		2014		2015		2016		2017	
	mutations	locaux								
Habitations (proprement dites)	393	399	542	557	478	499	517	596	405	484
Locaux professionnels	25	37	46	69	40	58	49	65	55	94
Chambres de personnels	17	23	12	12	11	16	15	23	16	17
Immeubles	5	5	12	12	10	10	8	8	14	16
Caves	23	25	41	51	24	29	35	42	43	54
Parkings	96	125	100	141	91	186	96	149	90	135
Total	559	614	753	842	654	798	720	883	623	800

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre de mutations et de locaux



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Définition

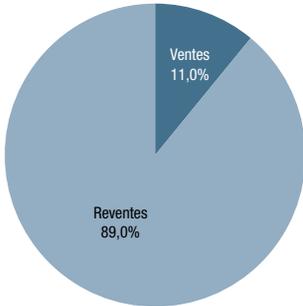
Bien immobilier : Un bien immobilier est un bien qui ne peut être déplacé. Cela peut concerner un terrain nu (c'est-à-dire sans la moindre construction), un bâtiment ou une partie de bâtiment qu'il soit à usage d'habitation, de bureau, de stockage, industriel ou encore à usage mixte.

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

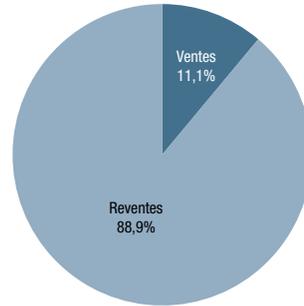
3.8.2. Ventes et reventes d'appartements

► Part selon le nombre de transactions en 2017



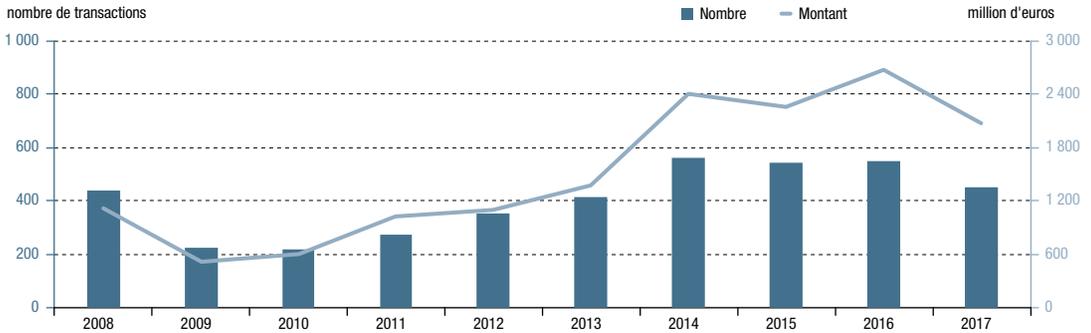
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Part selon le montant des transactions en 2017



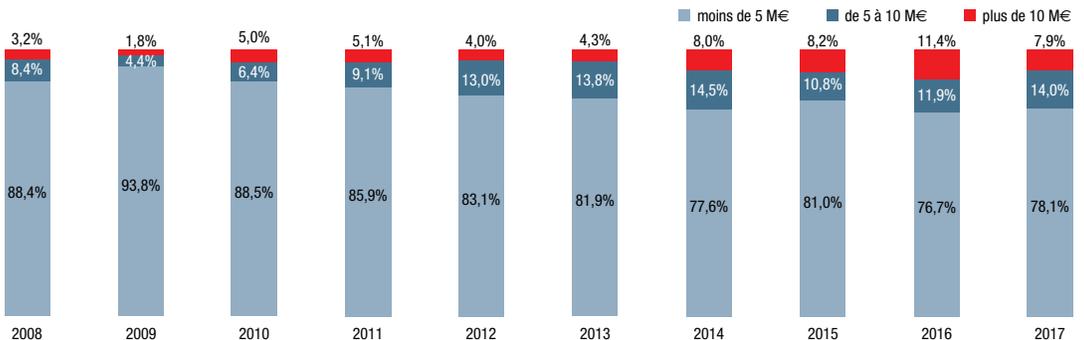
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant de transactions (ventes et reventes)



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la part des transactions selon leur montant



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Définition

Vente : La notion de vente est basée sur la fiscalité immobilière. En effet, une transaction portant sur un bien immobilier est soumise à la TVA s'il s'agit de la première cession à titre onéreux : c'est une vente. Toutefois, cette première transaction doit avoir lieu dans les cinq ans après l'achèvement du bien. Le nombre de ventes concerne donc les locaux faisant l'objet d'une première cession. Il ne faut pas confondre le nombre de ventes et le nombre de transactions qui lui, fait référence au nombre de mutations, c'est à dire aux actes translatifs de propriété lesquels peuvent concerner un ou plusieurs locaux.

Revente : La deuxième cession d'un bien immobilier, ou la première mais dans un délai supérieur à cinq ans après l'achèvement du bien, est qualifiée de revente.

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

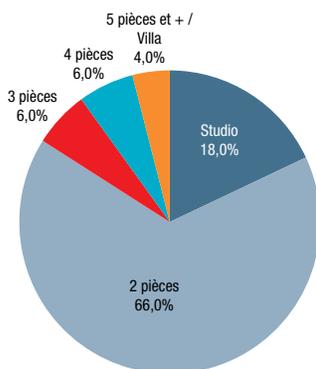
3.8.3. Ventes immobilières

► Évolution du nombre de ventes selon le nombre de pièces

	2013	2014	2015	2016	2017
Studio	-	2	-	-	9
2 pièces	2	2	21	12	33
3 pièces	4	3	2	5	3
4 pièces	-	-	4	7	3
5 pièces et + / Villa	9	4	11	9	2
Total	15	11	38	33	50

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du nombre de ventes selon le nombre de pièces en 2017



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

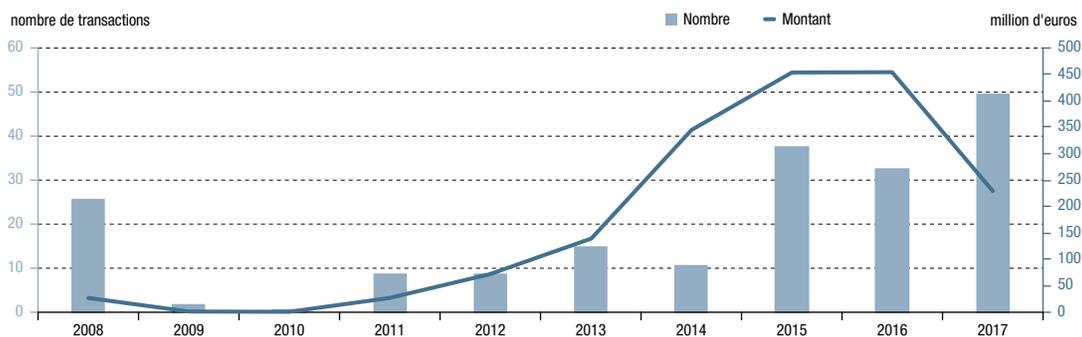
► Évolution du montant total des ventes

	2013	2014	2015	2016	2017
Montant total	140,2	345,4	453,7	453,5	228,9

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant des ventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

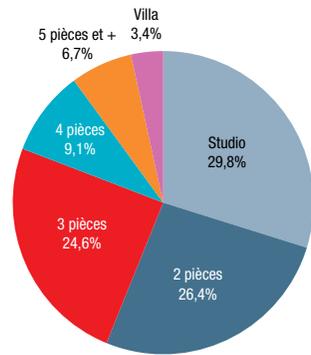
3.8.4. Reventes immobilières

► Évolution du nombre de reventes selon le nombre de pièces

	2013	2014	2015	2016	2017
Studio	105	142	138	122	121
2 pièces	126	160	163	163	107
3 pièces	97	139	126	130	100
4 pièces	45	58	36	63	37
5 pièces et +	26	44	36	33	27
Villa	5	12	10	9	14
Total	404	555	509	520	406

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du nombre de reventes selon le nombre de pièces en 2017



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

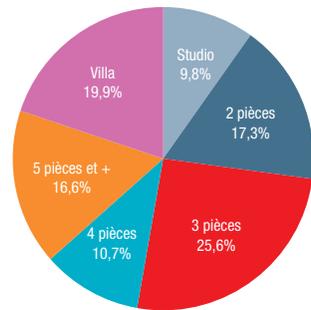
► Évolution du montant des reventes selon le nombre de pièces

	2013	2014	2015	2016	2017
Studio	109,6	171,8	200,5	189,4	180,4
2 pièces	244,8	360,9	391,0	419,9	316,6
3 pièces	304,5	493,3	447,0	534,7	469,7
4 pièces	260,0	366,3	237,1	423,3	196,0
5 pièces et +	279,6	481,7	311,8	365,3	304,9
Villa	17,5	178,7	205,6	280,0	364,2
Total	1 216,1	2 052,8	1 793,0	2 212,7	1 831,8

Unité : million d'euros

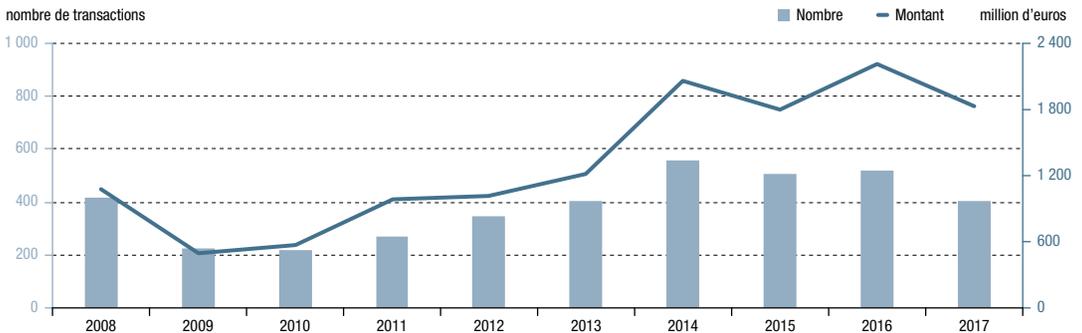
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du montant des reventes selon le nombre de pièces en 2017



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant des reventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.5. Prix moyen

Les données concernant les reventes sont fournies par la Division des Hypothèques de la Direction des Services Fiscaux. Cependant, la superficie des biens vendus n'est pas toujours connue. L'échantillon connu porte sur 3 658 reventes réalisées entre 2006 et 2017 pour un montant global de 11,4 milliards d'euros et une surface de plus de 362 000 m². En 2017, la superficie est connue pour 328 transactions sur 406 soit 80,8 %. Depuis 2006, ce pourcentage s'élève à 76,9 %.

➤ Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière

	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016-17	Évolution 2008-17
Prix moyen au m ² (1)	31 750	37 179	36 001	41 401	41 335	-0,2%	45,8%

Unité : euro

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière



Unité : euro

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

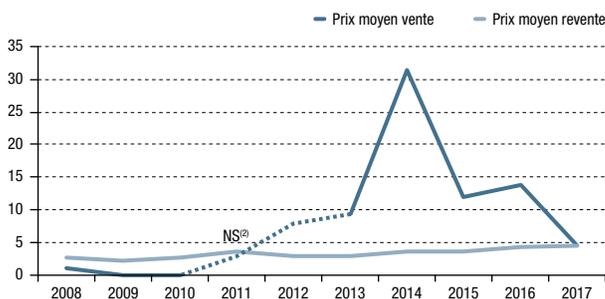
➤ Évolution du prix moyen selon le type de transaction

	2013	2014	2015	2016	2017
Prix moyen vente	9,3	31,4	11,9	13,7	4,6
Prix moyen revente	3,0	3,7	3,5	4,3	4,5

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du prix moyen selon le type de transaction



Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

(1) Dont la superficie est connue.

(2) Données non significatives (NS).

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

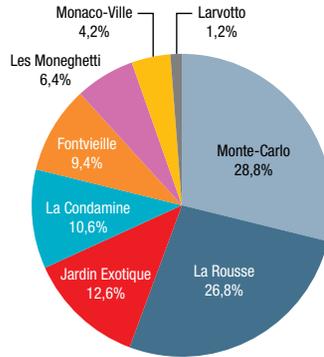
3.8.6. Reventes immobilières par quartier

► Évolution du nombre de reventes par quartier

	2013	2014	2015	2016	2017
Monte-Carlo	128	198	159	150	117
La Rousse	106	130	(1)163	141	109
Larvotto	3	4		4	5
Jardin Exotique	45	59	51	60	51
La Condamine	34	41	42	45	43
Fontvieille	55	58	45	48	38
Les Moneghetti	21	39	33	59	26
Monaco-Ville	12	26	16	13	17
Total	404	555	509	520	406

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du nombre de reventes par quartier en 2017



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

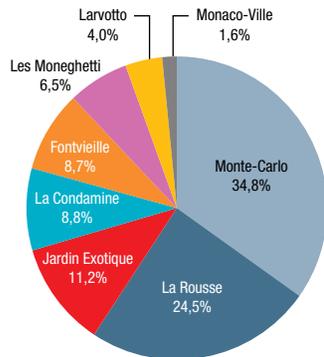
► Évolution du montant des reventes par quartier

	2013	2014	2015	2016	2017
Monte-Carlo	420,9	842,5	574,2	756,2	638,0
La Condamine	83,1	128,7	189,0	195,4	160,5
La Rousse	263,2	383,8	(1)532,1	459,4	447,9
Larvotto	46,1	58,1		25,7	73,0
Jardin Exotique	107,8	111,3	131,7	146,2	205,3
Fontvieille	229,0	285,4	189,9	279,3	158,7
Les Moneghetti	40,2	107,1	150,4	329,4	119,9
Monaco-Ville	25,8	136,0	25,6	21,0	28,6
Total	795,2	2 052,8	1 793,0	2 212,7	1 831,8

Unité : million d'euros

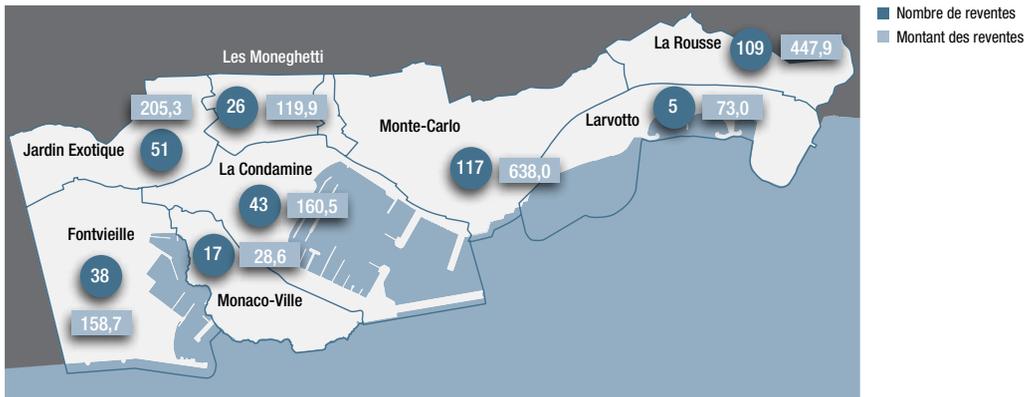
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du montant des reventes par quartier en 2017



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du montant et du nombre des reventes par quartier en 2017



Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

(1) Données regroupées pour les quartiers La Rousse et Larvotto.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

Les données, sauf mention contraire, concernent l'année 2017.

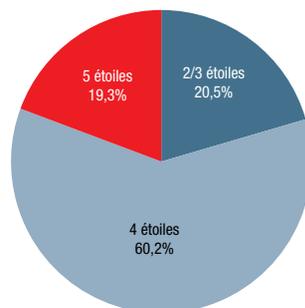
L'Hôtel de Paris a été en travaux durant les années 2015-16-17.

► Capacité hôtelière selon la catégorie en 2017

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nuitées chambres disponibles	Nuitées chambres occupées
2/3 étoiles	5	471	942	170 436	122 652
4 étoiles	4	1 383	2 766	504 795	339 847
5 étoiles	3	444	888	156 500	97 378
Total	12	2 298	4 596	831 731	559 877

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Répartition du nombre de lits selon la catégorie en 2017



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

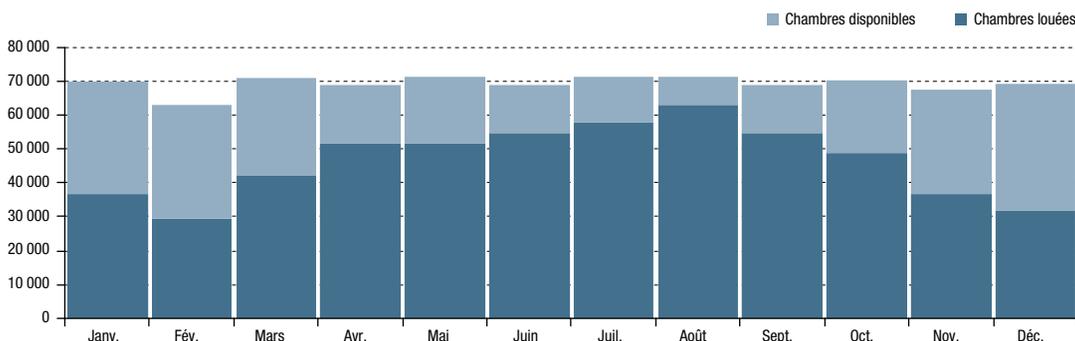
► Taux occupation des hôtels selon le mois et la catégorie en 2017

	2/3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Total	Écart 2016-17
Janvier	62,2%	51,2%	46,5%	52,6%	-2,9
Février	52,4%	47,1%	38,6%	46,7%	-3,9
Mars	60,7%	61,5%	52,0%	59,5%	1,7
Avril	79,4%	73,9%	72,3%	74,7%	2,6
Mai	71,6%	72,9%	73,0%	72,7%	-5,2
Juin	78,8%	81,9%	73,1%	79,6%	-2,4
Juillet	85,0%	83,6%	70,7%	81,4%	-0,6
Août	90,2%	88,9%	84,4%	88,3%	8,4
Septembre	80,1%	80,6%	75,9%	79,6%	-2,6
Octobre	71,3%	69,4%	66,8%	69,3%	3,8
Novembre	76,5%	50,8%	42,5%	54,6%	8,9
Décembre	53,3%	44,7%	42,4%	46,0%	4,6
Annuel	72,0%	67,3%	62,2%	67,3%	1,1

Unité : nuitée chambre

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Occupation des hôtels selon le mois en 2017



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définition

Nuitées chambres : Nombre de nuits consécutives passées dans une unité d'hébergement (chambre d'hôtel). Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Taux occupation : Rapport entre le nombre de chambres disponibles et le nombre de chambres occupées.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

➤ Évolution des arrivées selon le mois

	Arrivées 2016	Arrivées 2017	Évolution 2016-17
Janvier	21 344	26 108	22,3%
Février	18 725	16 890	-9,8%
Mars	28 053	27 308	-2,7%
Avril	29 998	32 726	9,1%
Mai	32 441	31 880	-1,7%
Juin	36 829	37 688	2,3%
Juillet	39 741	41 430	4,3%
Août	35 672	41 163	15,4%
Septembre	34 045	34 635	1,7%
Octobre	30 460	32 155	5,6%
Novembre	20 015	23 264	16,2%
Décembre	20 739	22 571	8,8%
Total	348 062	367 817	5,7%

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

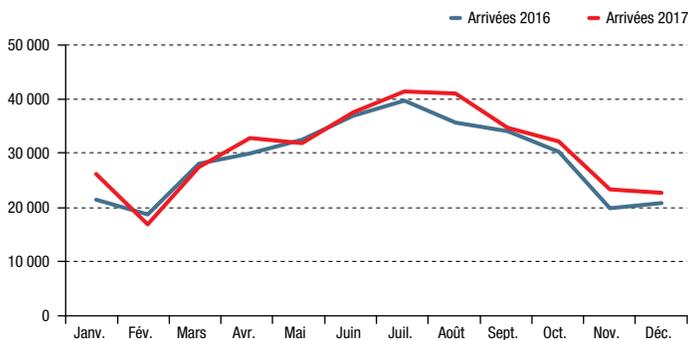
➤ Évolution des nuitées selon le mois

	Nuitées 2016	Nuitées 2017	Évolution 2016-17
Janvier	56 031	52 753	-5,9%
Février	46 880	41 337	-11,8%
Mars	62 804	60 294	-4,0%
Avril	77 495	82 690	6,7%
Mai	88 178	79 648	-9,7%
Juin	89 821	90 693	1,0%
Juillet	108 203	108 512	0,3%
Août	107 950	120 396	11,5%
Septembre	87 241	88 610	1,6%
Octobre	71 183	71 021	-0,2%
Novembre	46 034	54 934	19,3%
Décembre	46 435	51 589	11,1%
Total	888 257	902 478	1,6%

Unité : nuitée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

➤ Saisonnalité des arrivées



Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

➤ Durée moyenne de séjour selon le mois en 2017

	Durée moyenne de séjour
Janvier	2,0
Février	2,4
Mars	2,2
Avril	2,5
Mai	2,5
Juin	2,4
Juillet	2,6
Août	2,9
Septembre	2,6
Octobre	2,2
Novembre	2,4
Décembre	2,3
Total	2,5

Unité : jour

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définition

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

► Saisonnalité des arrivées selon la nationalité en 2017

	Français et Monégasques	Autres nationalités
Janvier	8 953	17 154
Février	5 939	10 952
Mars	9 806	17 502
Avril	7 255	25 471
Mai	6 555	25 325
Juin	5 750	31 937
Juillet	7 653	33 778
Août	8 115	33 048
Septembre	7 446	27 189
Octobre	10 620	21 535
Novembre	7 178	16 086
Décembre	8 414	14 157
Total	93 684	274 133

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

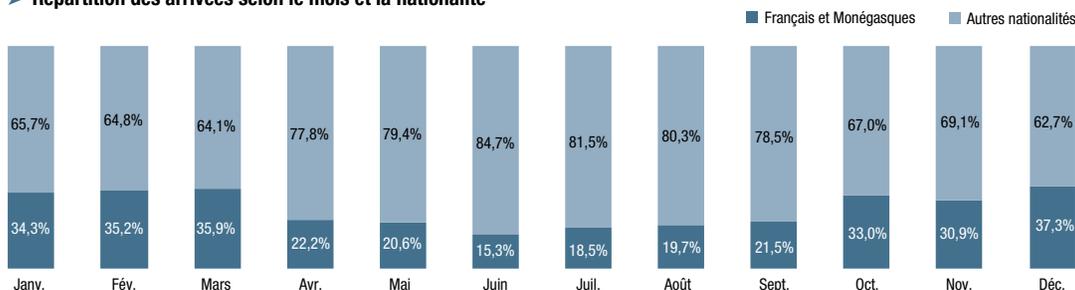
► Classement des arrivées selon la nationalité en 2017

	Arrivées	Poids
Français	88 122	24,0%
Italiens	48 709	13,2%
Britanniques	41 038	11,2%
Américains	30 029	8,2%
Allemands	15 150	4,1%
Russes	14 440	3,9%
Suisses	13 695	3,7%
Belges	6 698	1,8%
Australiens	5 898	1,6%
Néerlandais	5 774	1,6%
Espagnols	5 735	1,6%
Monégasques	5 562	1,5%
Canadiens	5 364	1,5%
Chinois	4 539	1,2%
Ukrainiens	3 648	1,0%

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

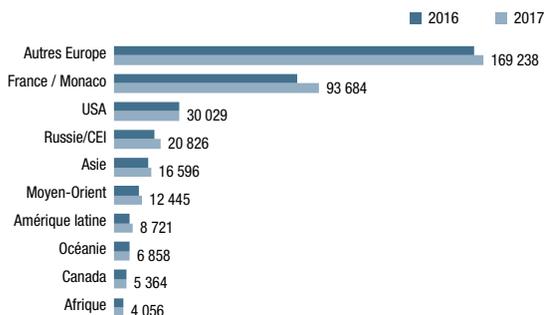
► Répartition des arrivées selon le mois et la nationalité



Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Évolution des arrivées selon la zone géographique



Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Durée moyenne de séjour selon la zone géographique en 2017

Zone géographique	Durée Moyenne de séjour
France / Monaco	2,0
Asie	2,1
Océanie	2,3
Amérique latine	2,3
USA	2,5
Canada	2,5
Autres Europe	2,6
Moyen-Orient	2,9
Afrique	3,0
Russie/CEI	3,6
Total	2,5

Unité : jour

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définition

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.2. Structures d'accueil pour tourisme d'affaires

► Structures d'accueil selon leur capacité et leur surface

Établissements	Capacités d'accueil maximales	
	(en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m ²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Esplanade	n.d.	1 700
Hall - Verrière	n.d.	1 610
Salles de Réunions - Auditoriums	3 005	1 605
Salles de Commissions	3 100	1 256
Espaces d'exposition	n.d.	8 155
Espaces de restauration	1 560	1 970
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	2 530	3 800
Centre de Rencontres Internationales (C.R.I.) - Foyer	300	120
Espace Léo Ferré	1 900	1 400
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) ⁽²⁾	1 700	1 590
Le Salon Bellevue ⁽³⁾	343	350
Technopôle	70	190

Sources : Direction des Affaires Culturelles, Grimaldi Forum, Monte-Carlo Festivals, Salle du Canton, S.B.M.

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Novotel, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres événements. L'Auditorium Rainier III accueille également de nombreux événements.

3.9.3. Classement des restaurants

Les restaurants de la Principauté sont classés dans l'une des catégories indiquées dans le tableau ci-dessous, exprimées par un nombre de losanges, et tenant compte, exclusivement, des critères suivants : niveau de confort de l'établissement, qualification du personnel, maintenance en parfait état des installations techniques, du matériel de cuisine et du mobilier des salles et terrasses.

► Nombre de restaurants selon leur classement

Catégories	Nombre de restaurants
1 Losange	13
2 Losanges	31
3 Losanges	27
4 Losanges	13
5 Losanges	12
5 Losanges Luxe	5
Total	101

Source : Direction de l'Expansion Économique

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

⁽²⁾ Le Sporting Monte-Carlo dispose de deux salles : la Salle des Étoiles et la Salle des Palmiers.

⁽³⁾ Le Salon Bellevue, situé au 1^{er} étage du Café de Paris, offre la possibilité de se restaurer.

3. Économie

3.9. Tourisme

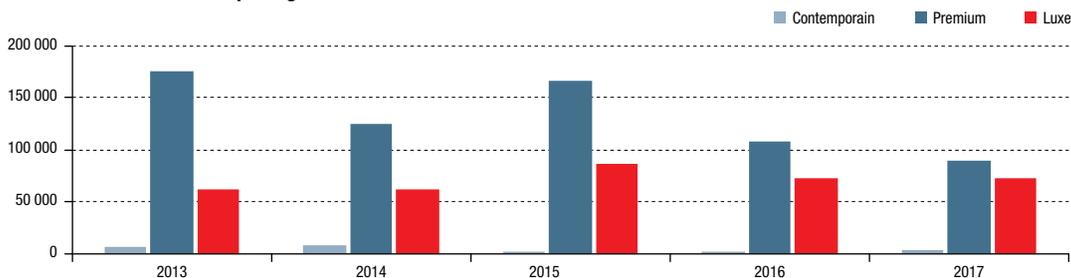
3.9.4. Croisières

► Saisonnalité du nombre de passagers en croisière selon la catégorie en 2017

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain	-	-	-	-	1 466	-	-	-	323	1 241	-	-	3 030
Premium	1 958	1 861	2 469	11 653	9 716	9 440	16 215	9 233	13 183	14 524	-	-	90 252
Luxe	1 764	1 830	1 755	7 751	9 226	11 770	5 827	8 515	7 972	12 587	2 940	865	72 802
Total	3 722	3 691	4 224	19 404	20 408	21 210	22 042	17 748	21 478	28 352	2 940	865	166 084

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution du nombre de passagers en croisière



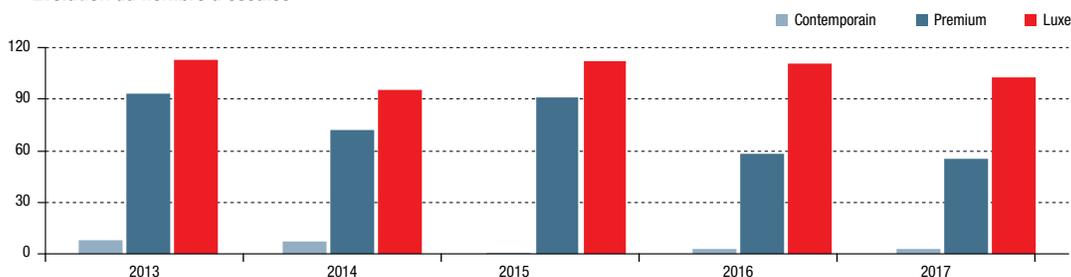
Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Saisonnalité du nombre d'escales selon la catégorie en 2017

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	3
Premium	1	1	2	6	8	4	7	6	8	12	-	-	55
Luxe	2	2	2	11	23	14	8	9	10	16	5	1	103
Total	3	3	4	17	32	18	15	15	19	29	5	1	161

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution du nombre d'escales



Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution de l'origine des croisiéristes

	2013	2014	2015	2016	2017
Union européenne (UE)	122 325	97 001	157 641	89 023	82 458
USA et Canada	88 082	70 465	71 172	70 454	62 139
Afrique, Asie et Océanie	21 636	19 478	19 448	15 823	14 014
Europe hors UE	8 420	4 470	4 203	3 151	2 424
Amériques du Sud et Centrale	4 844	3 807	3 495	4 098	5 049
Total	245 307	195 221	255 959	182 549	166 084

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.1. Échanges commerciaux

Compte-tenu de l'Union Douanière entre la France et la Principauté de Monaco, les échanges de biens et services entre les deux pays ne font pas l'objet de formalités douanières. Les données présentées concernent UNIQUEMENT les échanges entre la Principauté de Monaco et le reste du monde, **hors France**.

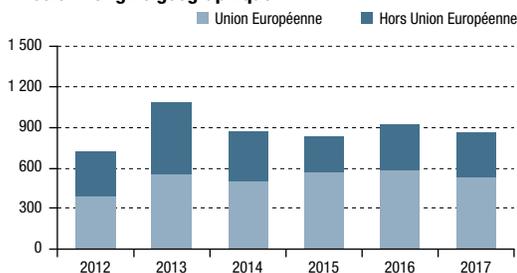
► Évolution des échanges

	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations et livraisons	1 089,3	872,2	841,2	921,5	866,2
% export UE ⁽¹⁾	50,9%	57,6%	67,1%	63,5%	61,2%
Importations et acquisitions	1 084,8	1 119,0	1 208,2	1 355,5	1 436,3
% import UE	61,5%	63,2%	59,3%	56,6%	58,7%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

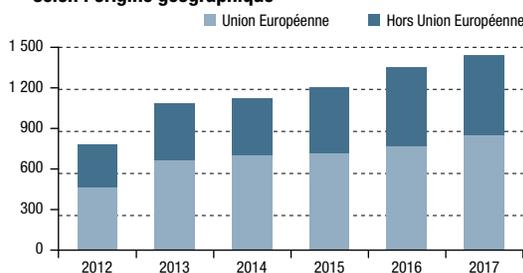
► Évolution du montant des exportations selon l'origine géographique



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

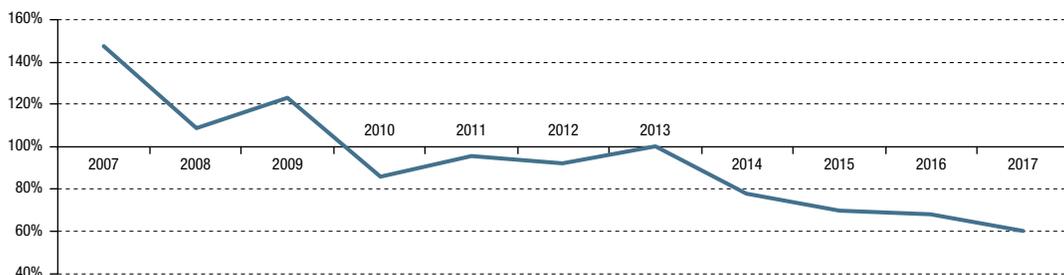
► Évolution du montant des importations selon l'origine géographique



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution du taux de couverture



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

⁽¹⁾ Union européenne à 28 hors France.

Définition

Taux de couverture : Il s'agit du rapport entre les exportations et les importations exprimé en pourcentage. En cas d'excédent, celui-ci sera supérieur à 100, et inversement en cas de déficit.

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.2. Échanges commerciaux par famille de produits (A17)

➤ Évolution des exportations par famille de produits (A17)

Code	Type de produits	2016	2017	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	537,8	471,7	-12,3%	54,4%
C4	Fabrication de matériels de transport	119,0	115,0	-3,3%	13,3%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	100,8	100,4	-0,4%	11,6%
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fab. de machines	116,6	89,9	-22,9%	10,4%
RU	Autres activités de services	12,4	51,9	317,9%	6,0%
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	21,7	28,0	29,0%	3,2%
JZ	Information et communication	8,7	5,3	-39,3%	0,6%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,4	3,9	-11,2%	0,4%
C2	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,2	69,8%	0,0%
MN	Activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	0,0%
Total		921,5	866,2	-6,0%	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

➤ Évolution des importations par famille de produits (A17)

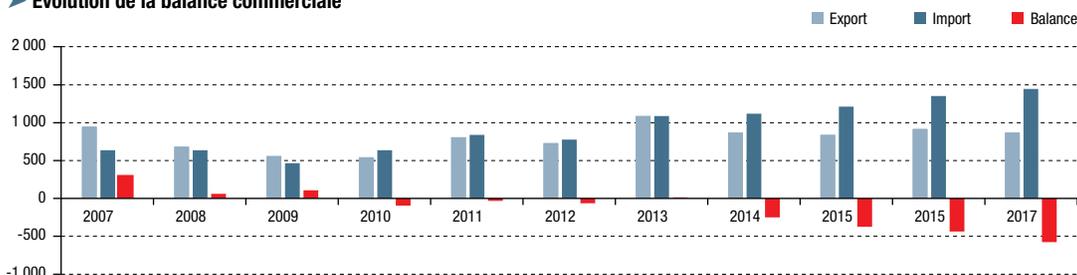
Code	Type de produits	2016	2017	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	813,9	827,5	1,7%	57,6%
C4	Fabrication de matériels de transport	242,6	245,0	1,0%	17,1%
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fab. de machines	142,0	126,9	-10,7%	8,8%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	90,8	95,6	5,3%	6,7%
RU	Autres activités de services	36,2	94,1	160,3%	6,6%
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	23,8	44,2	85,9%	3,1%
JZ	Information et communication	3,7	2,3	-38,1%	0,2%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,5	0,6	-77,1%	0,0%
C2	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	22,7%	0,0%
MN	Activités scientifiques et techniques-services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	0,0%
Total		1 355,5	1 436,3	6,0%	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3.10.3. Balance commerciale

➤ Évolution de la balance commerciale



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

➤ Évolution de la balance commerciale selon la zone économique

	2013	2014	2015	2016	2017
UE ⁽¹⁾	-112,9	-205,1	-152,5	-183,0	-313,6
Hors UE	117,3	-41,6	-214,6	-251,1	-256,6
Total	4,5	-246,7	-367,1	-434,1	-570,1

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

⁽¹⁾ Union européenne à 28 hors France.

Définition

Balance commerciale : Il s'agit de la somme des exportations / livraisons auxquelles on retranche la somme des importations / acquisitions.

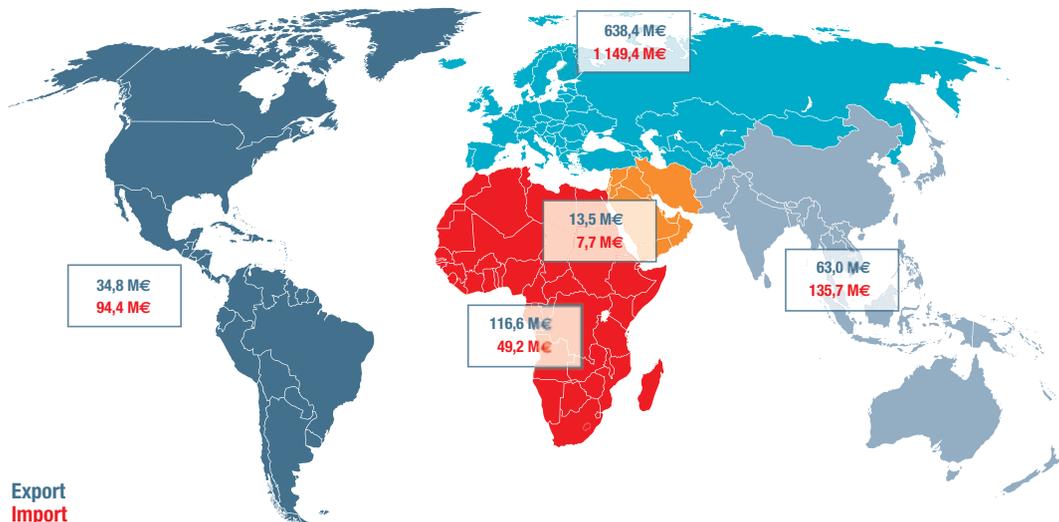
3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique

Le découpage géographique est celui utilisé par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France).

► Répartition géographique des échanges commerciaux en 2017



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution des exportations selon les zones géographiques

	2013	2014	2015	2016	2017	Poids
Europe	735,0	620,1	644,5	718,4	638,4	73,7%
Afrique	145,0	92,4	87,5	85,4	116,6	13,5%
Asie	105,6	53,1	55,2	64,7	63,0	7,3%
Amérique	23,6	32,3	32,2	38,9	34,8	4,0%
Proche et Moyen-Orient	80,2	74,3	21,9	14,0	13,5	1,6%
Total	1 089,3	872,2	841,2	921,5	866,2	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution des importations selon les zones géographiques

	2013	2014	2015	2016	2017	Poids
Europe	827,0	877,2	898,6	1 096,5	1 149,4	80,0%
Asie	165,3	117,2	133,4	138,5	135,7	9,4%
Amérique	50,8	78,4	123,7	69,2	94,4	6,6%
Afrique	38,2	40,9	46,5	43,8	49,2	3,4%
Proche et Moyen-Orient	3,6	5,2	6,0	7,6	7,7	0,5%
Total	1 084,8	1 119,0	1 208,2	1 355,5	1 436,3	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.5. Échanges commerciaux par pays

► Classement des 20 premiers clients

	2016	Poids	2017	Poids	Variation
Allemagne	133,0	14,2%	125,9	14,5%	-5,4%
Italie	114,2	13,1%	105,0	12,1%	-8,0%
Suisse	116,8	11,8%	89,0	10,3%	-23,8%
Royaume-Uni	71,4	7,8%	75,3	8,7%	5,5%
Espagne	50,9	6,5%	52,5	6,1%	3,1%
Belgique	61,4	5,6%	50,7	5,9%	-17,4%
Hong Kong	45,6	5,1%	40,9	4,7%	-10,5%
États-Unis (EUAN)	28,1	3,2%	30,2	3,5%	7,4%
Algérie	7,9	3,1%	29,8	3,4%	277,2%
Pays-Bas	37,1	2,3%	21,0	2,4%	-43,2%
Tunisie	16,8	1,9%	17,1	2,0%	1,7%
Malte	5,3	1,6%	13,5	1,6%	153,0%
Portugal	14,5	1,3%	12,9	1,5%	-11,0%
Pologne	20,9	1,2%	11,8	1,4%	-43,7%
Suède	10,9	0,9%	11,3	1,3%	3,6%
Côte-d'Ivoire	11,5	0,9%	10,2	1,2%	-10,8%
Cameroun	5,1	0,9%	9,6	1,1%	90,1%
Congo	8,4	0,8%	8,8	1,0%	5,5%
Gabon	6,7	0,8%	7,8	0,9%	16,1%
Sénégal	5,4	0,8%	6,7	0,8%	23,5%
Autres	149,5	16,3%	136,2	15,7%	-8,9%
Total	921,5	100%	866,2	100%	-6,0%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Classement des 20 premiers fournisseurs

	2016	Poids	2017	Poids	Variation
Italie	322,4	23,3%	348,8	24,3%	8,2%
Allemagne	85,3	8,7%	177,6	12,4%	108,2%
Suisse	116,5	6,4%	176,9	12,3%	51,8%
Royaume-Uni	102,6	6,3%	95,1	6,6%	-7,3%
États-Unis (EUAN)	48,0	6,3%	67,3	4,7%	40,2%
Belgique	59,4	4,2%	57,3	4,0%	-3,5%
Espagne	28,2	3,7%	43,2	3,0%	53,1%
Chine	48,4	3,5%	42,2	2,9%	-12,8%
Tunisie	30,9	2,4%	35,2	2,5%	14,2%
Irlande	18,1	2,1%	25,7	1,8%	42,0%
Slovaquie	8,8	1,5%	25,5	1,8%	188,3%
Hong Kong	19,5	1,5%	23,7	1,6%	21,4%
Japon	9,3	1,4%	18,8	1,3%	101,2%
Vietnam	12,7	1,1%	15,5	1,1%	21,9%
Pays-Bas	81,7	1,0%	14,4	1,0%	-82,3%
Brésil	8,1	0,7%	13,4	0,9%	65,5%
République tchèque	10,5	0,7%	12,8	0,9%	21,8%
Bangladesh	18,8	0,7%	9,6	0,7%	-48,9%
Portugal	15,6	0,6%	9,2	0,6%	-41,2%
Autriche	6,6	0,5%	7,1	0,5%	6,4%
Autres	303,9	23,4%	217,1	15,1%	-28,6%
Total	1 355,5	100%	1 436,3	100%	6,0%

Unité : million d'euros

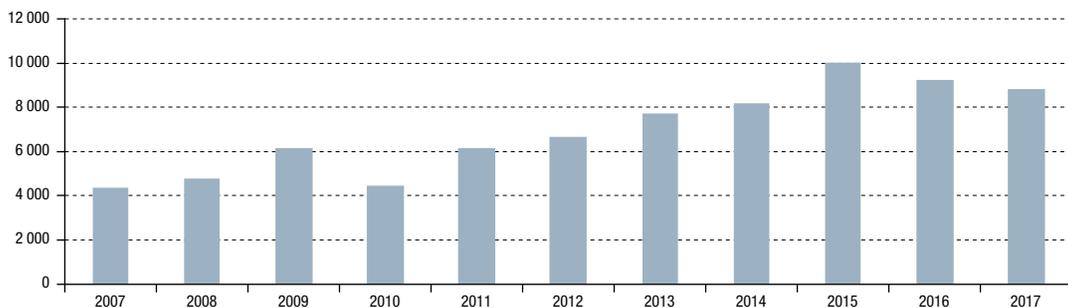
Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3.10.6. Convention de Washington – Espèces CITES

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a pour objet de protéger les espèces sauvages d'une surexploitation commerciale responsable en partie du déclin de la biodiversité mondiale. Cette Convention, signée à Washington le 3 mars 1973, est plus connue par son acronyme CITES. La Principauté de Monaco est Partie à cette Convention depuis le 18 juillet 1978 (Convention rendue exécutoire à Monaco par l'Ordonnance Souveraine n° 6.292 du 23 juin 1978). La mise en œuvre de ce dispositif repose entre autres sur la délivrance de permis CITES assurant la traçabilité et permettant le contrôle des transactions concernant ces espèces. Au 31 décembre 2017, 183 pays appliquent la CITES.

Sur la période 2007-2017, la Direction de l'Environnement a délivré 76 537 documents CITES. Le graphique ci-après présente le nombre de permis émis chaque année pour cette période.

► Évolution du nombre de documents CITES émis



Source : Direction de l'Environnement

